

Tables de l'année **2005**

Au sommaire :

**Table des articles, notes, conclusions
et avis classés par noms d'auteurs
II à VI**

**Pagination des rubriques
du « Droit Ouvrier » 2005
VII**

**Table alphabétique des matières
VIII à XXIX**

**Table chronologique de la jurisprudence
XXX à XXXV**

**Table thématique des sommaires d'arrêts
de la Cour de Cassation
XXXVI à XL**

Nous rappelons à nos lecteurs que figurent sur Internet
(site www.cgt.fr, dans les pages "Publications juridiques" de la rubrique "Kiosque") :

- la table thématique pluri-annuelle de nos articles depuis 1988,
- la table alphabétique des matières de chacune des années de 1998 à 2003,
- la table chronologique de la jurisprudence européenne depuis 1994,
avec téléchargement gratuit.

Ces outils constituent un complément indispensable aux tables annuelles en version "papier"
en permettant une vision transversale sur plus d'une décennie.

Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteurs

Eric AUBIN

Une nouvelle tentative d'interdiction de l'usage du droit fondamental de grève par un juge (en collaboration avec Emmanuel Gayat et Arnaud de Senga) **513**

Christophe BAUMGARTEN

Les garanties de procédure issues de la loi *Borloo* : ordre du jour du comité d'entreprise et délais de recours contentieux **327**

Eric BAUDEU

Action en nullité du plan de sauvegarde de l'emploi par le comité d'entreprise pour insuffisance de propositions de reclassement interne.

• *Tribunal de grande instance du Havre (1^{re} Ch.) 20 avril 2005* **450**

Nathalie BIZOT

Les indemnités dues aux travailleurs précaires dont le contrat est requalifié.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mars 2005, 25 mai 2005, 23 février 2005, 13 avril 2005, 30 mars 2005* **545**

Marie-France BIED-CHARRETON

Quelques arrêts de résistance à la jurisprudence de la Cour de cassation relative aux CDD d'usage.

• *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. A) 18 février 2004 ; Cour d'appel de Caen (5^e Ch. Soc.) 5 décembre 2003 ; Cour d'appel de Versailles (6^e Ch.) 15 juin 2004* **27**

Quant le plan social devient l'accomplissement d'une violation par l'employeur d'un engagement de limiter le nombre de licenciements économiques **41**

Gestion prévisionnelle des emplois (art. L. 320-2 CT) **343**

L'ordre des licenciements (article L. 321-1-1 CT) **362**

Sommaires d'arrêts de cassation publiés chaque mois en pages 3 et 4 de couverture (voir table séparée) **2**

Michèle BONNECHÈRE

La réparation du préjudice causé par un licenciement sans cause réelle et sérieuse et le Pacte international sur les droits civils et politiques.

• *Conseil de prud'hommes du Puy-en-Velay (Industrie - Département) 16 mai 2001* **128**

Le voile des "conditions administratives" dissimulent une discrimination à l'accès aux préretraites à l'encontre des travailleurs immigrés.

• *Cour d'appel de Paris (14^e Ch. B) 24 juin 2005* **548**

Droit communautaire (extraits de décisions sélectionnées et commentées) **416**

Paul BOUAZIZ

A propos du régime juridique de l'avis d'inaptitude et de ses conséquences (en collaboration avec Isabelle Goulet).

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2005 et 11 mai 2005* **265**

La concomitance du livre IV et du livre III (article L. 321-3 CT) **353**

Pierre BOUAZIZ

L'entrée en vigueur des dispositions nouvelles (article 78 de la loi du 18 janvier 2005) **360**

Le juge des référés et le juge du fond (article L. 321-16 CT) **365**

Daniel BOULMIER

Procédure prud'homale - Décisions sélectionnées et commentées **130**

Alain CHIREZ

La mécontente reste-t-elle une cause de licenciement ? **45**

Propriété de l'emploi, indemnisation et reclassement **355**

Maurice COHEN

L'usage par un représentant du personnel du matériel téléphonique mis à sa disposition.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 avril 2004* **75**

La nécessité de l'autorisation du comité d'entreprise en cas d'introduction d'un horaire variable.

• *Cour d'appel de Paris (14^e Ch. A) 4 février 2004* .. **178**

Marie-Paule COUPILLAUD

L'information spécifique due au salarié à temps partiel sur la disponibilité d'emploi à temps plein.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 avril 2005* **443**

Jacques DELGA

Le harcèlement moral : éléments caractéristiques du harcèlement moral au regard du Code du travail et de la jurisprudence contemporaine (en collaboration avec Abiram Rajkumar) **161**

Emmanuel DOCKÈS

Le pouvoir patronal au-dessus des lois ? La liberté d'entreprendre dénaturée par la Cour de cassation **1**

Stéphane DUCROCQ

- L'indemnisation du licenciement nul.
• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004* **34**
- La contestation patronale des honoraires dus à l'expert imputables au comité d'entreprise.
• *Cour d'appel de Versailles (14^e Ch.) 5 mai 2004* **176**
- L'application de l'article L. 122-12 CT aux relations entre une association et une région.
• *Conseil de prud'hommes de Montpellier (référé) 30 décembre 2004* **413**

Jérôme FERRARO

- La compatibilité de l'action en résiliation du contrat et de la prise d'acte de la rupture à l'initiative du salarié.
• *Cour d'appel d'Aix-en-Provence (Ch. Soc.) 27 octobre 2004* **112**
- De l'influence de la doctrine sur la jurisprudence : un hommage de la Cour d'appel d'Aix au professeur Gérard Lyon-Caen.
• *Cour d'Appel d'Aix-en-Provence (9^e Ch. C) 20 novembre 2003* **270**
- Résiliation judiciaire, prise d'acte de la rupture et office du juge (à propos de l'arrêt du 16 février 2005) **377**

Elisabeth FORTIS

- Répression pénale de la discrimination syndicale et écoulement du temps **234**
- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 novembre 2004* **237**
- *Cour d'appel de Bordeaux 6 avril 2005* **238**

Harold Kobina GABA

- Le refus du salarié et ses vicissitudes : pour un droit commun et autonome de refus **242**

Emmanuel GAYAT

- Une lecture de "Valeurs de la démocratie" de Emmanuel Dockès **47**
- Le recours à un expert par le CHSCT (en collaboration avec Arnaud de Senga).
• *Tribunal de grande instance de Paris, 4 février 2003 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 décembre 2004* **58**
- Les restrictions à la liberté d'expression par l'employeur (en collaboration avec Arnaud de Senga).
• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2004* **117**
- Un débat sur la nature et le rôle de la jurisprudence ou une promotion de la sécurité juridique des employeurs ? Deux arrêts pour un rapport (en collaboration avec Arnaud de Senga) **146**
- Reclassement avant licenciement (article L. 320-3 et L. 320-12 CT) **347**
- Une nouvelle tentative d'interdiction de l'usage du droit fondamental de la grève par un juge (en collaboration avec Eric Aubin et Arnaud de Senga) **513**

Isabelle GOULET

- A propos du régime juridique de l'avis d'inaptitude et de ses conséquences (en collaboration avec Paul Bouaziz).
• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2005 et 11 mai 2005* **265**

Rachel GOURDOL

- Le respect du salaire minimum en l'absence de durée du travail contrôlable par l'employeur.
• *Conseil de prud'hommes de La Roche-sur-Yon (activ. div.) 15 novembre 2004, Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mai 2005* **461**

Manuela GREVY

- Réintégration d'un représentant du personnel : quand l'analyse contractuelle vient renforcer la logique statutaire.
• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 juin 2004* **72**

Franck HÉAS

- Le reclassement au sein d'une association **49**

Michel HENRY

- A travail égal, salaire égal", variations sur les aspects probatoires.
• *Cour de cassation, (Ch. Soc.) 28 septembre 2004* **65**
- Avant-propos du colloque de droit social du SAF du 11 décembre 2004 **90**
- Nullité et poursuite du contrat de travail (article L. 321-4-1 CT) **370**

Dominique HOLLE

- La rémunération due à un salarié victime d'une maladie professionnelle entre la date de reprise et celle du licenciement.
• *Cour d'appel de Riom, 5 juillet 2005* **540**

Gilbert JACQUEMET

- Le transfert conventionnel du contrat de travail au nouvel adjudicataire d'un marché.
• *Conseil de prud'hommes de Paris, 16 février 2005* **462**

Anja JOHANSSON

- La notion de pause et la qualification de temps de travail effectif.
• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2004* **180**

Daniel JOSEPH

- Retour sur un arrêt critiquable : à propos de la prohibition de la prise d'acte par un salarié de la rupture de son contrat de travail lorsqu'il a engagé une action prud'homale en exécution de son contrat.
• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2003* **110**

Tamar KATZ

La détermination de la rémunération variable : la part de l'unilatéral, du négocié et du juge **151**

La négociation sur l'emploi à l'épreuve du nouvel article L. 320-2 **322**

Francis KESSLER

Faute inexcusable : l'assemblée plénière de la Cour de cassation met fin à une rébellion des juges du fond **423**

Valérie LACOSTE-MARY

Inaptitude et engagement de la procédure de licenciement : absence de discrimination **381**

Antoine LYON-CAEN

Justice et justification dans les réformes actuelles du droit du travail **283**

Pierre LYON-CAEN

Faut-il vraiment retarder les effets des revirements de jurisprudence ? **139**

Romain MARIÉ

Les voies étroites de la requalification des CDD saisonniers **425**

Agnès MARTINEL

L'office du juge dans la détermination et le contrôle des obligations contractuelles **103**

Francis MEYER

La responsabilité sociale de l'entreprise : un concept juridique ? **185**

Petite histoire du temps de travail où comment a été mise à l'écart la réglementation sur la durée du travail pour les salariés non cadres "autonomes" **528**

Isabelle MEYRAT

Vers un affaiblissement de l'emprise des procédures de licenciement collectif : le cas des propositions de modification du contrat de travail pour motif économique **296**

La condamnation de l'usage des clauses de mobilité en lieu et place du déclenchement de la procédure de licenciement économique.

• *Cour d'appel de Versailles (6^e Ch.) 25 novembre 2004* **559**

Laurent MILET

Le mode d'emploi jurisprudentiel des critères de qualification du harcèlement moral.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 octobre 2004* **117**

La fixation de l'ordre du jour du comité d'entreprise (article L. 320-2 CT) **343**

Michel MINÉ

Le licenciement irrégulier d'un agent hospitalier en état de grossesse.

• *Cour administrative d'appel de Marseille (2^e Ch.) 4 septembre 2003* **52**

Répression du harcèlement sexiste dont est victime une salariée.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004, Tribunal de grande instance de Vesoul (Ch. Corr.) 2 mai 2002* **217**

Les contreparties à l'obligation de port d'une tenue de travail.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 janvier 2005, Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 1^{er} décembre 2004, Conseil de prud'hommes de Grenoble (Ind. - Dép.) 9 décembre 2002* **409**

Pascal MOUSSY

Les fondements de la protection des représentants du personnel : un arrêt ambigu du Conseil d'Etat.

• *Conseil d'Etat (4^e ss-sect.) 4 octobre 2004* **36**

A propos d'une présomption de bonne foi déplacée, la consécration de l'hégémonie contractuelle sur les droits et libertés du salarié.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 février 2005* **213**

La mise en œuvre des pouvoirs juridictionnels du bureau de conciliation en matière de discrimination.

• *Conseil de prud'hommes de Villeneuve-St-Georges (commerce - conciliation) 25 mai 2004* **262**

Requalification d'un CDD en raison de l'absence de motif de recours à ce type de contrat.

• *Conseil de prud'hommes de Boulogne-Billancourt (section commerce) 25 février 2005* **398**

Mise en œuvre des pouvoirs du bureau de conciliation en matière de discrimination : la désignation d'un conseiller rapporteur.

• *Conseil de prud'hommes de Grenoble (conciliation - départage) 25 mars 2005* **442**

Une mesure d'instruction prise par le bureau de conciliation (remise d'une copie de disque du poste informatique de la direction des ressources humaines, nécessaire à la défense d'un salarié) ne viole pas l'article 12 du NCPC et bénéficie de l'exécution provisoire.

• *Cour d'appel de Paris (1^{re} Ch. D) 1^{er} mai 2005* **478**

Sophie NADAL

La nullité de l'avenant en cas de violation du préavis conventionnel **195**

Licenciement économique et négociation collective : propos introductifs sur le nouvel article L. 320-3 du Code du travail **303**

Jean PÉLISSIER

La détermination des éléments du contrat de travail **92**

Myriam PLET

Bonne foi et contrat de travail **98**

Alex POMAGRZAK

L'appréciation souveraine des juges du fond en matière de l'élément intentionnel de la dissimulation d'emplois salariés.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2005* **414**

L'annulation judiciaire du mandat pour négocier dès lors qu'elle est postérieure à la désignation ne saurait avoir d'effet rétroactif.
 • *Cour d'appel de Poitiers (Ch. Soc.) 22 mars 2005* . **456**

Abiramy RAJKUMAR

Le harcèlement moral : éléments caractéristiques du harcèlement moral au regard du Code du travail et de la jurisprudence contemporaine (en collaboration avec Jacques Delga) **161**

Pascal RENNES

Avant-propos (sécurité juridique, revirement de jurisprudence, pouvoir des juges, beaucoup de bruit pour rien) **137**
 D'un débat majeur à un accord mineur (à propos de l'article L. 320-3 du Code du travail) **311**

Jean-Louis REY

Sort des contrats de travail lors du transfert de salariés vers une personne publique ayant des liens de droit public avec son personnel.
 • *Conseil d'Etat (section) 22 octobre 2004* **78**

Droit administratif du travail. Protection des représentants du personnel. Décisions sélectionnées et commentées **563**

Marc RICHEVAUX

Licenciements économiques et sanctions pénales (article L. 321-11 CT) **373**
 Droit pénal du travail. Extraits de décisions sélectionnées et commentées **38-83-227-466-507**

Michel SABATTE

La rupture du contrat de travail à l'initiative du salarié à l'épreuve de la jurisprudence **535**

Yves SAINT-JOURS

Les droits sociaux, un enjeu de la condition humaine **7**
 C'est un lien de subordination qui caractérise la situation des particuliers chargés par une collectivité territoriale du transport scolaire, ce qui entraîne leur affiliation au régime général de la Sécurité sociale.
 • *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 31 mai 2005* **486**

Francis SARAMITO

Les ruptures du contrat de travail à l'initiative du salarié dues aux manquements de l'employeur (en collaboration avec Arnaud de Senga).
 • *Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 26 mai 2004 - Cour d'appel de Versailles (6^e Ch.) 14 septembre 2004 - Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 octobre 2004* **68**

L'égalité des sexes en matière de prestations vieillesse : distinction entre régime légal et régime professionnel.
 • *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 15 juin 2004* **108**

Dommages causés à un tiers au cours de l'exécution d'un travail. Application du principe de l'immunité du salarié au personnel médical.
 • *Cour de cassation (1^{re} Ch. Civ.) 9 novembre 2004* . **216**

Un code d'éthique comportant des dispositions générales et permanentes destinées à s'imposer aux salariés doit respecter la procédure d'élaboration du règlement intérieur.
 • *Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 6 octobre 2004* **219**

Il ne peut être imposé à un salarié d'indiquer à son employeur avant le déroulement d'une grève, dans un secteur professionnel soumis à l'obligation d'un préavis, qu'il participera au mouvement.
 • *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 20 novembre 2003* **221**

Le point de départ de la prescription de l'action des ayants-droits de la victime en matière de maladies professionnelles.
 • *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 26 juin 2004* **226**

Droit d'alerte du comité d'entreprise face à une menace de délocalisation.
 • *Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 10 septembre 2004* **261**

L'autorisation de l'inspecteur du travail est nécessaire pour mettre à la retraite d'office un salarié protégé dans une entreprise à statut.
 • *Cour d'appel d'Aix-en-Provence (9^e Ch. A) 23 septembre 2004* **268**

Les licenciements économiques au fil... des lois **281 et rect. 386**

L'indemnisation du conseiller prud'homme dont la réintégration n'est pas exécutée par l'employeur malgré l'annulation de l'autorisation administrative de licenciement.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 novembre 2004* **403**

L'élaboration de l'ordre du jour du comité d'entreprise suivant les règles issues de la loi de cohésion sociale : mention d'une obligation de concertation.
 • *Tribunal de grande instance d'Angers (référé) 3 mars 2005* **438**

L'incidence sur une procédure de licenciement de la suspension d'exécution du contrat de travail provoquée par un accident du travail.
 • *Cour de cassation (Ass. plén.) 28 juin 2005 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2005* **453**

- Le contrôle de la durée du travail par un système biométrique utilisant les empreintes digitales est susceptible de porter atteinte à la liberté individuelle.
 • *Tribunal de grande instance de Paris (1^{re} Ch.) 14 avril 2005* **493**
- Obligation pour le juge de rechercher si les dispositions conventionnelles prévoyant un ordre des licenciements par catégorie professionnelle a été respecté.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 mars 2005* **495**
- Les subventions versées par une municipalité aux unions de syndicats professionnels peuvent se rattacher à l'intérêt local.
 • *Conseil d'Etat 4 avril 2005* **500**
- La présomption d'imputabilité au travail d'un état pathologique provoqué par une vaccination obligatoire.
 • *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 27 mars 2005* **539**
- La compétence judiciaire maintenue en matière d'actes dérivés du statut lorsqu'ils ne se rattachent pas à l'organisation du service public.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} juin 2005 ; Cour de cassation (1^{re} Ch. Civ.) 28 juin 2005* **551**
- Arnaud de SENGA**
- Le recours à un expert par le CHSCT (en collaboration avec Emmanuel Gayat).
 • *Tribunal de grande instance de Paris 4 février 2003 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 décembre 2004* **58**
- Les ruptures du contrat de travail à l'initiative du salarié dues aux manquements de l'employeur (en collaboration avec Francis Saramito).
 • *Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 26 mai 2004 ; Cour d'appel de Versailles (6^e Ch.) 24 septembre 2004 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 octobre 2004* **71**
- Les restrictions de la liberté d'expression par l'employeur (en collaboration avec Emmanuel Gayat).
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2004* **117**
- Un débat sur la nature et le rôle de la jurisprudence ou une promotion de la sécurité juridique des employeurs ? Deux arrêts pour un rapport (en collaboration avec Emmanuel Gayat) **146**
- Un statut protecteur des représentants du personnel bien perméable au pouvoir disciplinaire.
 • *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. D) 3 février 2004* .. **276**
- Requalification d'un CDD utilisé pour un emploi lié durablement à une activité normale et permanente de l'entreprise.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 janvier 2005* **396**
 **et rect. 435**
- La consultation préalable du CHSCT sur un projet de réorganisation ayant une incidence sur les conditions de travail.
 • *Cour d'appel de Paris (14^e Ch. B - référé) 19 novembre 2004* **441**
- Le recours à des contrats aidés dans le secteur public afin de pourvoir à l'activité normale et permanente.
 • *Conseil d'Etat (2^e et 8^e ss) 18 mars 2005 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2003* **485**
- Affaiblir la CGT dans une entreprise est une prestation d'un organisme de conseil constitutive d'un délit (L. 412-2).
 • *Tribunal de grande instance de Lyon (5^e Ch. Corr.) 15 avril 2005* **498**
- La dénonciation des usages doit respecter des règles strictes d'information du comité d'entreprise et d'information individuelle des salariés.
 • *Conseil de prud'hommes (référé) 15 décembre 2004 ; Cour d'appel de Versailles (15^e Ch. Soc.) 25 novembre 2003 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 janvier 2005* .. **505**
- Une nouvelle tentative d'interdiction du droit fondamental de grève par un juge (en collaboration avec Eric Aubin et Emmanuel Gayat) **513**
- Patrick TILLIE**
- Le décret du 20 août 2004 portant modification de la procédure civile et ses effets sur la procédure prud'homale et l'accès à la justice **185**
- L'inclusion dans l'assiette de la CSG-CRDS des dommages-intérêts dépassant le minimum légal de six mois de salaire (article L. 122-14-4 CT) : une décision *contra legem*.
 • *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 19 avril 2005* **462**
- Hervé TOURNIQUET**
- Les temps de l'appréciation des motifs **288**
- Gérard WOZNIAK**
- Le contestable assujettissement à la CSG-CRDS des indemnités excédant six mois de salaires versées en cas de licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse.
 • *Tribunal de grande instance de Paris (juge de l'exécution) 1^{er} février 2005* **559**
- Y.L.P.**
- Le non-respect "partiel" de ses obligations par l'employeur ne justifie pas, selon la Cour de cassation, le paiement des jours de grève.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 janvier 2005* **182**
- Quand la Cour de cassation malmène tant le droit disciplinaire que la liberté d'expression.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2005* **556**

Pagination des rubriques du “Droit Ouvrier” 2005

N° du <i>Droit Ouvrier</i>	Mois	Doctrine	Documents	Juris- prudence	Chroniques jurisprudentielles (1)
678	Janvier	1 à 14	15 à 17	18 à 37	38 (DP)
679	Février	41 à 53	54 à 57	58 à 82	83 à 86 (DP)
680	Mars	89 à 108		109 à 129	130 à 134 (PP)
681	Avril	137 à 171	172 à 173	174 à 183	
682	Mai	185 à 201	202 à 211	212 à 226	227 à 230 (DP)
683	Juin	233 à 258		259 à 278	
684-685	Juillet-Août	281 à 375			
686	Septembre	377 à 386	387 à 394	395 à 415	416 à 422 (DSE)
687	Octobre	425 à 429	430 à 434	435 à 465	466 à 470 (DP)
688	Novembre	473 à 477		478 à 506	507 à 510 (DP)
689	Décembre	513 à 538		539 à 562	563 à 566 (DA)

(1) DP = *Droit pénal du travail*

DA = *Droit administratif du travail*

DSE = *Droit social européen*

PP = *Procédure prud'homale*

Table alphabétique des matières*

accidents du travail et maladies professionnelles

• définition

Fonctionnaires – Agent public en mission – Accident au cours de la mission devant être considéré comme un accident de service, même s'il survient à l'occasion d'un acte de la vie courante.

- *Conseil d'Etat 3 décembre 2004* 269

Accident survenu au cours d'une période d'astreinte à domicile – Bénéfice de la présomption d'imputabilité au travail – Preuve que l'intéressé s'était soustrait, pour des motifs personnels, aux obligations de l'astreinte à la charge de l'employeur.

- *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 2 novembre 2004* 478

• procédure

Pathologie auto-immune provoquée par une vaccination obligatoire – Prescription des droits de la victime suspendue tant que le lien de causalité ne lui a pas été révélé – Présomption d'imputabilité au travail admise.

- *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 22 mars 2005* 539
- *Note Francis Saramito* 539

• protection

Licenciement pour motif personnel – Indemnisation d'un licenciement nul – Accidenté du travail – Indemnités de rupture – Réparation du préjudice – Indemnité spécifique au moins égale à six mois de salaire.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004* 33
- *Note Stéphane Ducrocq* 34

Licenciement pour motif personnel – Salariée accidentée du travail – Reprise du travail en vue d'obtenir un congé destiné à lui permettre de se rendre auprès de ses parents gravement malades – Congé entraînant son licenciement pour irrégularité dans son obtention constitutive d'une faute grave.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (section encadrement) 25 octobre 2004* 273

Licenciement pour motif personnel – Salarié victime d'un accident du travail – Suspension du contrat de travail pendant l'arrêt de travail consécutif à l'accident – Incidence sur une procédure de licenciement (deux espèces) – 1) Procédure engagée avant l'accident – Lettre de licenciement reçue au cours de la suspension – Licenciement reporté à l'expiration de la période (première espèce) – 2) Procédure disciplinaire engagée pendant la période de suspension – Entretien préalable réalisé au cours de celle-ci – Délai d'un mois pour prendre la sanction prévue à l'article L. 122-41 CT ni interrompu ni suspendu – Ineffectivité de la procédure dès lors que son motif n'est pas une faute grave (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ass. Plén.) 28 janvier 2005* 452
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2005* 453
- *Note Francis Saramito* 453

Protection dans l'emploi – Inaptitude – Absence de licenciement – Reprise du paiement des salaires au-delà d'un mois – Pouvoirs du juge des référés.

- *Cour d'appel de Riom (Ch. Soc. - référé) 5 juillet 2005* 540
- *Note Dominique Holle, responsable DLAJ de l'Union départementale CGT du Puy-de-Dôme* 541

• réparation

Faute inexcusable de l'employeur – Réparation.

1) Perte ou diminution des possibilités de promotion professionnelle – Preuve à la charge de la victime – Appréciation souveraine des juges du fond.

2) Famille de la victime non décédée – Droit à la réparation de son préjudice dans les termes du droit commun.

- *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 20 janvier 2004* 18

Maladies professionnelles – Décès de la victime – Action des ayants droit en reconnaissance de la faute inexcusable et en réparation du préjudice moral – Prescription – Point de départ – Rechute ne faisant pas courir un nouveau délai – Droit d'action éteint par application de la prescription biennale.

- *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 26 juin 2004* 225
- *Note Francis Saramito* 226

Faute inexcusable de l'employeur – Majoration de la rente fonction de la réduction de la capacité de la victime – Majoration devant suivre l'évolution du taux d'incapacité.

- *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 14 décembre 2004* 259

Action de la victime en reconnaissance de la faute inexcusable – Prescription – Point de départ – Date de la cessation du versement des indemnités journalières.

- *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 18 janvier 2005* .. 395

Faute inexcusable : l'assemblée plénière de la Cour de cassation met fin aux rébellions des juges du fond,

- *par Francis Kessler, Maître de conférences, Université Paris I Panthéon-Sorbonne* 473

Annexe : Accidents du travail – Réparation – Faute inexcusable – Caractère déterminant de la faute – Faute de la victime.

- *Cour de cassation (Assemblée plénière) 24 juin 2005* 475

* Les auteurs dont la qualité n'est pas spécifiée sont membres du Comité de rédaction du *Droit Ouvrier* ; la composition de celui-ci est indiquée en page 2 de couverture.

assurances sociales

• assurance vieillesse

Prestations – Egalité de traitement entre les hommes et les femmes – Discrimination suivant le sexe – Possibilité ouverte au droit national par le droit européen.

- *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 15 juin 2004* 109
- *Note Francis Saramito* 109

Document :

Circulaire du 27 octobre 2004 relative au cumul de revenus professionnels et d'une pension de vieillesse servie par le régime général de Sécurité sociale, le régime des salariés agricoles et certains régimes spéciaux 202

(voir également : Retraite complémentaire Sécurité sociale)

chômage (assurance)

• allocations

Fraude aux allocations d'aides aux travailleurs privés d'emploi – Fausses déclarations – Infraction constituée (non).

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 16 juin 2004* 38

comités d'entreprise

• attributions économiques

Introduction des horaires variables – Nécessité d'une autorisation préalable du Comité – Séance ayant été suspendue suite au départ des élus – Absence d'autorisation – Suspension de la mise en œuvre par l'employeur.

- *Cour d'appel de Paris (14e Ch. A) 4 février 2004* 177
- *Note Maurice Cohen* 178

Doctrine :

Justice et justification dans les réformes actuelles du droit du travail,

- *par Antoine Lyon-Caen, Professeur à l'Université de Paris X Nanterre, Directeur d'études à l'EHESS* . 283

Doctrine :

Les temps de l'appréciation des motifs,

- *par Hervé Tourniquet, Avocat au Barreau des Hauts-de-Seine* 288

Négociation collective et licenciement économique : propos introductifs sur le nouvel article L. 320-3 du Code du travail,

- *par Sophie Nadal, Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise* 303

D'un débat majeur à un accord mineur (à propos de l'article L. 320-3 du Code du travail),

- par Pascal Rennes* 311

Doctrine :

Les garanties de procédure issues de la loi Borloo : ordre du jour du comité d'entreprise et délais de recours contentieux,

- *par Christophe Baumgarten, Avocat au Barreau de Bobigny* 327

Doctrine :

Accords de méthode,

- *par Emmanuel Gayat* 349

La concomitance du Livre IV et du Livre III,

- *par Paul Bouaziz* 353

La fixation de l'ordre du jour du CE,

- *par Laurent Milet* 355

Entrée en vigueur des dispositions nouvelles de la loi Borloo,

- *par Pierre Bouaziz, Avocat au Barreau de Paris* . 360

Document :

Accord de méthode - Procédure et calendrier - L'exemple de Bosch 430

Droit d'alerte – Droit n'appartenant pas aux comités d'établissement.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 1er mars 2005* 435

Fixation de l'ordre du jour – Nouvelle rédaction de l'article L. 434-3 du Code du travail – Maintien de l'obligation de l'élaboration commune même en présence d'une inscription de plein droit.

- *Tribunal de grande instance d'Angers (référé) 3 mars 2005* 436
- *Note Francis Saramito* 438

Projet ayant une incidence sur les conditions de travail – Consultation du CHSCT – Caractère préalable (oui) – Suspension de la réorganisation.

- *Cour d'appel de Paris (14e Ch. B - référé) 19 novembre 2004* 438
- *Note Arnaud de Senga* 441

Usages – Dénonciation – Régularité – Conditions (trois espèces) – Absence d'information individuelle des bénéficiaires – Irrégularité – Maintien du bénéfice de l'usage ordonné en référé – Fixation du congé par le juge (première espèce) – Information du Comité d'entreprise – Dénonciation irrégulière (deuxième et troisième espèces) – Défaut de procès-verbal et d'inscription à l'ordre du jour (deuxième espèce) – Information délivrée aux membres et non à l'institution par voie d'inscription à l'ordre du jour (troisième espèce).

- *Première espèce : Conseil de prud'hommes de Grenoble (référé) 15 décembre 2004* 502
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Versailles (15e Ch. Soc) 25 novembre 2003* 503
- *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 janvier 2005* 504
- *Note Arnaud de Senga* 505

• experts

Expert-comptable – Désignation dans le cadre d'un droit d'alerte – Contestation judiciaire du montant des honoraires dus par l'entreprise – Prestations correspondant aux préoccupations du Comité – Rejet.

- *Cour d'appel de Versailles (14e Ch.) 5 mai 2004* . 174
- *Note Stéphane Ducrocq* 176

comités d'hygiène et de sécurité des conditions de travail

• attributions

Comités d'entreprise – Projet ayant une incidence sur les conditions de travail – Consultation du CHSCT – Caractère préalable (oui) – Suspension de la réorganisation.

- *Cour d'appel de Paris (14e Ch. B - référé) 19 novembre 2004* 438
- *Note Arnaud de Senga* 441

Comité d'entreprise – CHSCT - Défaut de consultation – Entrave – Délégation de pouvoirs – Poursuites limitées à l'étendue de la délégation de pouvoirs.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 12 avril 2005* 507

• experts

Projet important modifiant les conditions de travail – Notion – Réorganisation de services administratifs – Contestation patronale de l'expertise (rejet) (première espèce) – Coût de la procédure de contestation – Mise à la charge de l'employeur (première et deuxième espèces).

- *Première espèce : Tribunal de grande instance de Paris, 4 février 2003* 58
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 8 décembre 2004* 59
- *Note Emmanuel Gayat et Arnaud de Senga* 59

conseils de prud'hommes

• organisation et fonctionnement

Doctrine :

Le "décret du 20 août 2004 portant modification de la procédure civile" et ses effets sur la procédure prud'homale et l'accès à la justice

- *par Patrick Tillie* 12

Document :

Représentation obligatoire des salariés devant la Cour de cassation par des avocats aux Conseils.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2000* 15

• compétence

Doctrine :

Résiliation judiciaire, prise d'acte de la rupture et office du juge (réflexions à propos de l'arrêt du 16 février 2005),

- *par Jérôme Ferraro, Avocat au Barreau d'Aix-en-Provence* 377

Annexe : Conseil de prud'hommes – Contrat de travail – Résiliation judiciaire à l'initiative du salarié – Licenciement ultérieur pour inexécution de ses obligations – Obligations du juge (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 16 février 2005* 380
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 5 avril 2005* 380

• procédure

Demande initiale – Exécution du contrat de travail – Modification en cours d'instance par une prise d'acte de la rupture – Conditions – Demande additionnelle.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2003* 110
- *Note Daniel Joseph* 111

Décisions sélectionnées et commentées par **Daniel Boulmier**, *Maître de conférence à l'Université de Nancy II*

1 - Unicité d'instance et caducité :

- *Cour d'appel de Versailles, 19 octobre 2004* 130

2 - Unicité d'instance et saisine tour à tour du bureau de jugement et du bureau de conciliation :

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2004* . 131

3 - Unicité d'instance et Conseil de prud'hommes non dessaisi d'une première instance :

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2004* 131

4 - Unicité d'instance et exercice d'une voie de recours :

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 décembre 2004* 132

5 – Nouvelles demandes et Cour d'appel ayant prononcé un sursis à statuer partiel :

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 décembre 2004* 133

Bureau de conciliation

Pouvoirs – Licenciement pour faute grave – Octroi des indemnités de préavis et de congés payés (deux espèces) – Preuve reposant sur l'employeur – Faits manifestement insuffisants pour retenir une faute grave (première espèce) – Transaction antérieure à la notification par lettre recommandée avec accusé de réception – Nullité de la transaction (deuxième espèce).

- *Première espèce : Conseil de prud'hommes de Lyon (Conciliation - Départage) 7 juillet 2004* 19
- *Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Lyon (Conciliation - Départage) 7 juillet 2004* 20
- *Note Georges Meyer, Avocat au Barreau de Lyon* . 20

Mesures d'instruction – Désignation de conseillers rapporteurs avec pour mission de rechercher le bien-fondé et la pertinence de sanctions disciplinaires, du bien-fondé d'un rappel de salaire et du bien-fondé d'allégations de harcèlement moral.

- *Cour d'appel de Pau (Ch. Soc.) 10 mai 2004* 60

Pouvoirs juridictionnels du bureau de conciliation – Ordonnance enjoignant à l'employeur de communiquer à un steward se plaignant d'une discrimination le montant mensuel moyen des indemnités de repas, des indemnités de découcher et des indemnités de voiture/courrier perçues par les stewards et hôtesse de niveau 1 échelon 6 travaillant à temps plein et affectés au secteur "commercial France" sur la base d'Orly.

- *Conseil de prud'hommes de Villeneuve-St-Georges (Section Commerce - Conciliation) 25 mai 2004 .. 262*
- *Note Pascal Moussy 262*

Pouvoirs juridictionnels du bureau de conciliation – Ordonnance désignant des conseillers rapporteurs en vue de réunir les éléments d'information nécessaires au bureau de jugement pour statuer sur une demande de dommages-intérêts pour discrimination syndicale.

- *Conseil de prud'hommes de Grenoble (Conciliation - Département) 25 mars 2005 441*
- *Note Pascal Moussy 442*

Pouvoirs juridictionnels du bureau de conciliation – Absence de violation de l'article 12 du nouveau Code de procédure civile ou de conséquences manifestement excessives permettant d'arrêter l'exécution provisoire de droit attachée à la décision du bureau de conciliation ordonnant, à titre de mesure d'instruction, la remise de la copie d'un disque dur du poste informatique de la direction des ressources humaines.

- *Cour d'appel de Paris (1re Ch. - sect. P) 17 mai 2005 480*
- *Note Pascal Moussy 481*

• statut des conseillers

Absences justifiées par leur fonction – Maintien de leur rémunération sans diminution – Allocation de déplacement et de nuit (première espèce) – Prime d'habillement et de déshabillage (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juillet 2004 62*
- *Deuxième espèce : cour de cassation (Ch. Soc.) 13 octobre 2004 63*

Protection des représentants du personnel – Conseiller prud'homme salarié – Licenciement autorisé par l'inspection du travail – Annulation de l'autorisation par le Tribunal administratif – Réintégration sollicitée par le salarié et ordonnée en référé – Inexécution – Droit du salarié à une indemnité correspondant au préjudice subi entre le licenciement et la réintégration effective.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 novembre 2004 .. 403*
- *Note Francis Saramito 403*

(voir également : Tribunaux)

contrats aidés

Contrats emploi-solidarité et emploi-consolidé (deux espèces) – Cas de recours – Emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise – Licéité (oui) (première espèce) – Association mettant à disposition d'une entreprise publique des salariés – Salariés exécutant leur prestation dans le cadre défini par l'établissement public – Caractérisation de l'état de subordination – Qualité d'employeur (deuxième espèce).

- *Première espèce : Conseil d'Etat (7e et 2e ssr) 18 mars 2005 482*
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2003 483*
- *Note Arnaud de Senga 485*

contrat de travail

Doctrine :

Le contrat de travail dans tous ses états (colloque de la commission de droit social du SAF, 11 décembre 2004) **89**

- Avant-propos, par **Michel Henry** **90**

- La détermination des éléments du contrat de travail, par **Jean Pélissier**, Professeur émérite à l'Université **92**

- Bonne foi et contrat de travail, par **Myriam Plet**, Avocat au Barreau de Lyon **98**

- L'office du juge dans la détermination et le contrôle des obligations contractuelles, par **Agnès Martinel**, Conseiller référendaire à la Chambre sociale de la Cour de Cassation **103**

• définition du rapport salarial

Marchés publics de transport scolaire exécutés par des particuliers – Lien avec la collectivité publique – Caractérisation d'un lien de subordination – Assujettissement au régime général.

- *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 31 mai 2005 487*
- *Note Yves Saint-Jours*, Professeur émérite à l'Université de Perpignan **488**

• période d'essai

Relation de travail ayant reçu un commencement d'exécution – Signature ultérieure d'un contrat instaurant une telle période – Licéité de la rupture (non) – Violation des règles relatives au licenciement.

- *Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 10 novembre 2004 274*

• exécution du contrat

Exécution – Employeur – Pouvoir de direction – Etendue – Libertés fondamentales – Restriction à la liberté d'expression – Limites.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2004 116*
- *Note Emmanuel Gayat et Arnaud de Senga 117*

Responsabilité du salarié au regard des dommages causés à un tiers dans l'exercice de sa mission – Immunité du préposé au plan civil – Responsabilité de l'employeur commettant – Application au personnel médical (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (1re Ch. Civ.) 9 novembre 2004* 215
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (1re Ch. Civ.) 9 novembre 2004* 216
- *Note Francis Saramito* 216

Licenciement pour motif personnel – Mécontentement entre le salarié et la fille de l'employeur – Cause réelle et sérieuse – Manquement de l'employeur à l'obligation de sécurité de l'article L. 230-2 CT – Dommages-intérêts.

- *Conseil de prud'hommes de Longjumeau (section activités diverses) 16 février 2004* 224

• clauses spéciales

Clause de non-concurrence – Licenciement suite à une cessation d'activité de l'entreprise – Paiement de l'indemnité (oui).

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 5 avril 2005* 486

Licenciement pour motif économique – Transferts liés à une restructuration – Clause de mobilité contractuelle – Mise en œuvre – Condition : absence d'atteinte au régime de mise en cause de l'emploi – Licenciement disciplinaire pour non-respect de la clause – Requalification du motif de la rupture – Absence de PSE – Nullité du licenciement.

- *Cour d'appel de Versailles (6e Ch.) 30 novembre 2004* 552
- *Note Isabelle Meyrat* 554

• modifications du contrat de travail

Mise en œuvre par l'employeur d'une clause de mobilité et changement des conditions de travail – Bonne foi contractuelle – Décision de l'employeur prise pour des raisons étrangères à l'intérêt de l'entreprise ou mise en œuvre dans des conditions exclusives de la bonne foi contractuelle – Preuve incombant au salarié (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 février 2005* 213
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 février 2005* 213
- *Note Pascal Moussy* 214

Doctrine :

Vers un affaiblissement de l'emprise des procédures de licenciement collectif : le cas des propositions de modification du contrat de travail pour motif économique,

- *par Isabelle Meyrat* 296

contrat à durée déterminée

• cas de recours

Contrats d'usage – Exclusion des emplois liés à l'activité normale et permanente (oui) (trois espèces) – Caractère illégal de l'usage contraire (troisième espèce).

- *Première espèce : Cour d'appel de Paris (22e Ch. A) 18 février 2004* 21
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Caen (3e Ch. - sect. soc.) 5 décembre 2003* 23
- *Troisième espèce : Cour d'appel de Versailles (6e Ch.) 15 juin 2004* 26
- *Note Marie-France Bied-Charreton* 27

Contrat dépourvu de motif de recours à une durée déterminée – Requalification – Action syndicale en substitution.

- *Conseil de prud'hommes de Boulogne-Billancourt (Section commerce) 23 février 2005* 397
- *Note Pascal Moussy* 398

1° Contrat à durée déterminée – Cas de recours – Attente de l'entrée en fonction d'un salarié recruté pour une durée indéterminée – Caractère préalable du recrutement sous CDI.

2° Contrat à temps partiel – Défaut d'écrit – Présomption de temps plein – Charge de la preuve contraire.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 9 mars 2005* 479

• rupture

Rupture anticipée – Refus d'un accroissement de l'amplitude de l'horaire de nuit non constitutif d'une faute grave – Rupture non conforme à l'article L. 122-3-8 du Code du travail

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 septembre 2004* ... 212

• requalification

Remplacement de salariés absents – Tâches identiques de même qualification – Activité normale et permanente de l'entreprise.

Durée du travail – Temps partiel – Détermination – Imprévisibilité des horaires – Disponibilité constante à l'égard de l'employeur – Requalification en temps plein.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2004* . 114

Contrats de remplacement successifs – Absence de mention de la qualification du salarié remplacé – Requalification en contrat à durée indéterminée – Licenciement intervenant immédiatement après pour un motif économique – Caractère frauduleux – Nullité – Réintégration ordonnée.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (Section Activités diverses) 20 octobre 2003* 178

Doctrine :

Les voies étroites de la requalification des CDD saisonniers

- *par Romain Marié, Maître de conférences à l'IUT de Nancy 2* 425

Annexe : Contrat à durée déterminée – Contrat saisonnier – Salarié embauché pendant huit saisons d'été et neuf saisons

d'hiver sur une période de dix ans – Requalification – Conditions – Engagement pendant toute la durée de la saison et durant toutes les saisons – Clause de reconduction.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 novembre 2004 .. 429*

Remplacement – Recours systématique à des CDD – Absences correspondant à un besoin structurel de main d'œuvre – Emploi lié durablement à l'activité normale et permanente de l'entreprise – Requalification.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 janvier 2005 396*

• *Note Arnaud de Senga 396 et rect. 435*

Indemnité de requalification (deux espèces) – Cumul avec l'indemnité de précarité (oui) (première espèce) – Pluralité de CDD – Versement d'une indemnité unique (deuxième espèce).

Travail temporaire – Requalification (trois espèces) – Non-respect du délai de carence – Sanction – Requalification (non) (troisième espèce) – Droit à l'indemnité de précarité (oui) (quatrième espèce) – 1° Cumul des indemnités de précarité et de préavis – 2° Indemnité de requalification – Pluralité de missions – Versement d'une indemnité unique (cinquième espèce).

• *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 30 mars 2005 542*

• *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 25 mai 2005 542*

• *Troisième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 23 février 2005 543*

• *Quatrième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 13 avril 2005 543*

• *Cinquième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 30 mars 2005 544*

• *Note Nathalie Bizot, Union locale CGT de Castres 545*

conventions et accords collectifs

Doctrine :

Négociation collective et licenciement économique : propos introductifs sur le nouvel article L. 320-3 du Code du travail,

• *par Sophie Nadal, Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise 303*

Doctrine :

D'un débat majeur à un accord mineur (à propos de l'article L. 320-3 du Code du travail),

• *par Pascal Rennes 311*

Doctrine :

La négociation sur l'emploi à l'épreuve du nouvel article L. 320-2 du Code du travail,

• *par Tamar Katz, Docteur en droit, Avocate au Barreau de Paris 322*

• négociation

Procédure

Doctrine :

La nullité de l'avenant en cas de violation du préavis conventionnel,

• *par Sophie Nadal, Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise 195*

Annexe : Conventions et accords collectifs - Révision - Procédure conventionnelle – Non-respect – Nullité de la révision (oui).

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 27 octobre 2004 200*

• interprétation et application

Grève – Revendications – Respect des droits des salariés – Manquement de l'employeur – Notion – Respect partiel de la NAO – Faute caractérisée (non) – Paiement des jours de grève (non).

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 janvier 2005 182*

• *Note YLP 183*

Accords collectifs de cessation anticipée d'activité des salariés âgés – Salariés originaires de certains pays sans état civil complet – Date butoir les privant de la possibilité de justifier de leur date de naissance – Application déloyale des accords – Trouble manifestement illicite.

• *Cour d'appel de Paris (14e Ch. B) 24 juin 2005 .. 546*

• *Note Michèle Bonnechère 548*

• usages

et engagements unilatéraux

Dénonciation – Régularité – Conditions (trois espèces) – Absence d'information individuelle des bénéficiaires – Irrégularité – Maintien du bénéfice de l'usage ordonné en référé – Fixation du congé par le juge (première espèce) – Information du Comité d'entreprise – Dénonciation irrégulière (deuxième et troisième espèces) – Défaut de procès-verbal et d'inscription à l'ordre du jour (deuxième espèce) – Information délivrée aux membres et non à l'institution par voie d'inscription à l'ordre du jour (troisième espèce).

• *Première espèce : Conseil de prud'hommes de Grenoble (référé) 15 décembre 2004 502*

• *Deuxième espèce : Cour d'appel de Versailles (15e Ch. Soc) 25 novembre 2003 503*

• *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 janvier 2005 504*

• *Note Arnaud de Senga 505*

délégués du personnel

• entraves

Mise à disposition d'un local – Infraction – Constitution de partie civile du syndicat – Recevabilité (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 28 septembre 2004 ..84*

délégués syndicaux

• désignation

Délégués syndicaux – Désignation – Statut protecteur – Accusation de fraude – Charge de la preuve.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 octobre 200464*

discrimination

Contrat de travail – Discrimination raciale – Préjudice de carrière – Réparation.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2004 .. 27*

Charge de la preuve – Principe “A travail égal, salaire égal” – Eléments relatifs à l'inégalité de rémunération reposant sur le salarié – Preuve d'éléments objectifs justificatifs relevant de l'employeur.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2004 .. 65*
- *Note Michel Henry 65*

Doctrine :

Répression pénale de la discrimination syndicale et écoulement du temps (à propos de l'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 9 novembre 2004, Bull. crim. n° 279)

- *par Elisabeth Fortis, Professeur à l'Université Paris X Nanterre 234*

Annexe : Syndicat professionnel – Discrimination – Caractère de l'infraction – Infraction instantanée (non) – Preuve de la discrimination – Appréciation de l'ensemble des faits – Faits prescrits.

- 1) *Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 novembre 2004. 237*
- 2) *Cour d'appel de Bordeaux (3e Ch. Corr.) 6 avril 2005 238*

Salariée accidentée du travail – Reprise du travail en vue d'obtenir un congé destiné à lui permettre de se rendre auprès de ses parents gravement malades – Congé entraînant son licenciement pour irrégularité dans son obtention constitutive d'une faute grave.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (section encadrement) 25 octobre 2004 273*

Doctrine :

Inaptitude et engagement de la procédure de licenciement : l'absence de discrimination,

- *par Valérie Lacoste-Mary, Maître de conférences à l'Université Montesquieu Bordeaux IV 381*

Annexe : Licenciement pour motif personnel – Inaptitude – Convocation à l'entretien préalable antérieure au deuxième

examen obligatoire – Licenciement prononcé postérieurement au deuxième examen – Licéité de la rupture (non) – Nullité (non) – Absence de respect de l'obligation de reclassement – Défaut de cause réelle et sérieuse.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 janvier 2005 386*

Citoyenneté de l'Union – Interdiction des discriminations en fonction de la nationalité – Application à une aide accordée aux étudiants.

- *Cour de Justice des Communautés Européennes, 15 mars 2005 418*

Conseils de prud'hommes – Pouvoirs juridictionnels du bureau de conciliation – Ordonnance désignant des conseillers rapporteurs en vue de réunir les éléments d'information nécessaires au bureau de jugement pour statuer sur une demande de dommages-intérêts pour discrimination syndicale.

- *Conseil de prud'hommes de Grenoble (Conciliation - Départage) 25 mars 2005 441*
- *Note Pascal Moussy 442*

Conventions et accords collectifs – Accords collectifs de cessation anticipée d'activité des salariés âgés – Salariés originaires de certains pays sans état civil complet – Date butoir les privant de la possibilité de justifier de leur date de naissance – Application déloyale des accords – Trouble manifestement illicite.

- *Cour d'appel de Paris (14e Ch. B) 24 juin 2005 .. 546*
- *Note Michèle Bonnechère 548*

Maladie – Etat délirant du salarié – Licenciement en raison de son comportement – Absence de constatation de son inaptitude par le médecin du travail – Violation de L. 122-45 CT – Nullité – Indemnisation.

- *Cour d'appel de Paris (22e Ch. C) 29 avril 2004 . 557*

droit administratif du travail

Accidents de travail – Référé administratif – Mise en œuvre des dispositions de l'article L. 521-2 du Code de justice administrative – Refus d'autorisation du licenciement d'un délégué du personnel accusé de harcèlement moral non constitutif d'une atteinte manifestement illégale à une liberté fondamentale.

- *Conseil d'État (8e ss-sect.) 4 octobre 2004 35*
- *Note Pascal Moussy 36*

Contrats aidés – Fonctionnaires – Agent public en mission – Accident au cours de la mission devant être considéré comme un accident de service, même s'il survient à l'occasion d'un acte de la vie courante.

- *Conseil d'Etat 3 décembre 2004 269*

Contrats emploi-solidarité et emploi-consolidé (deux espèces) – Cas de recours – Emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise – Licéité (oui) (première espèce) – Association mettant à disposition d'une entreprise publique des salariés – Salariés exécutant leur prestation dans le cadre défini par

l'établissement public – Caractérisation de l'état de subordination – Qualité d'employeur (deuxième espèce).

- *Première espèce : Conseil d'Etat (7e et 2e ssr) 18 mars 2005* 482
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2003* 483
- *Note Arnaud de Senga* 485

Chroniques jurisprudentielles :

Droit administratif du travail : décisions sélectionnées et commentées par **Jean-Louis Rey**, *Magistrat administratif (première partie)* :

Protection des représentants du personnel – Autorisation de transfert – Nécessité pour l'administration du travail de vérifier si le salarié exécutait effectivement son contrat de travail dans l'unité transférée.

- *Conseil d'Etat, 15 juin 2005* 563

Protection des représentants du personnel – Autorisation de transfert – Procédures d'urgence – Référé – Suspension – Décision entièrement exécutée.

- *Conseil d'Etat, 27 juin 2005* 564

Protection des représentants du personnel – Faits survenus dans le cadre de l'exercice des fonctions représentatives – Nécessité qu'ils rendent impossible le maintien du salarié dans l'entreprise.

- *Conseil d'Etat, 4 juillet 2005* 565

droit disciplinaire

Contrat de travail – Utilisation de la messagerie électronique professionnelle – Fouille par l'employeur – Secret des correspondances – Violation – Sanction disciplinaire injustifiée.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2004* 28

Droit pénal du travail (extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Marc Richevaux**)

Contrat de travail – Connexion Internet – Utilisation massive pour consultation de sites pornographiques – Abus de confiance – Action civile – Préjudice – Réparation – Atteinte à l'image de marque et à la réputation.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 mai 2004* 83

Contrat de travail – Exécution – Utilisation de la messagerie électronique à des fins personnelles – Appel à soutenir José Bové – Sanction disciplinaire – Messagerie couramment utilisée par les salariés à des fins diverses – Tolérance de l'employeur excluant l'exercice du pouvoir disciplinaire (deuxième espèce).

- *Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Paris 19 octobre 2004 (Commerce - Département)* 124

Doctrine :

Le refus du salarié et ses vicissitudes : pour un droit commun et autonome de refus (les cas de modification du contrat, de

changement des conditions de travail, des salariés protégés, et cas d'atteintes aux droits et libertés du salarié et à l'ordre public absolu)

- par **Harold Kobina Gaba**, *Maître de conférences en droit privé à l'Université du Havre* 242

• procédure

“Code d'éthique” – Dispositions générales et permanentes destinées à s'imposer aux salariées – Obligation de respecter la procédure d'élaboration du règlement intérieur et l'article L. 120-2 CT – Suspension d'application ordonnée en référé.

- *Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 6 octobre 2004* 219
- *Note Francis Saramito* 220

Rétrogradation – Mutation à un emploi de niveau inférieur consacré par un avenant au contrat de travail signé par l'intéressé

– En réalité sanction pour mauvaise exécution prétendue de son travail – Importante diminution de la rémunération – Non-respect de la procédure disciplinaire – Annulation de la rétrogradation.

- *Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 25 janvier 2005* 399

• sanction pécuniaire

droit pénal du travail

Chroniques jurisprudentielles :

Droit pénal du travail : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Marc Richevaux**

Contrat de travail – Connexion Internet – Utilisation massive pour consultation de sites pornographiques – Abus de confiance – Action civile – Préjudice – Réparation – Atteinte à l'image de marque et à la réputation.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 mai 2004* 83

Délégués du personnel – Entrave – Mise à disposition d'un local – Infraction – Constitution de partie civile du syndicat – Recevabilité (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 28 septembre 2004* . 84

Travail dissimulé – Constitution de partie civile – Caisse de Sécurité sociale – Recevabilité (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 14 septembre 2004* . 86

Discrimination – Harcèlement sexiste (deux espèces) – Inscription de mentions sexistes – Faute (première espèce) – Propos injurieux et comportement humiliant – Infraction de violence constituée (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004* 217

• *Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de vesoul (Ch. Corr.) 2 mai 2002* 217

- *Note Michel Miné, Professeur associé à l'Université de Cergy-Pontoise* 219

Chroniques jurisprudentielles :

Droit pénal du travail : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Marc Richevaux**

Durée du travail – Apprentis travaillant un jour de fête légale – Circulaire l’autorisant – Erreur de droit non constituée.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 18 janvier 2005 227*

Hygiène et sécurité – Blessures involontaires – Partie civile – Conditions de recevabilité de l’action en justice.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 26 octobre 2004 ... 229*

Travail dissimulé - Entraide agricole (non) - Délit constitué.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 novembre 2004 .. 230*

Doctrine :

Répression pénale de la discrimination syndicale et écoulement du temps (à propos de l’arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 9 novembre 2004, Bull. crim. n° 279)

• par **Elisabeth Fortis, Professeur à l’Université Paris X Nanterre 234**

Annexe : Syndicat professionnel – Discrimination – Caractère de l’infraction – Infraction instantanée (non) – Preuve de la discrimination – Appréciation de l’ensemble des faits – Faits prescrits.

1) *Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 novembre 2004. 237*

2) *Cour d’appel de Bordeaux (3e Ch. Corr.) 6 avril 2005 238*

Syndicats professionnels – Discrimination – Prestation de conseil visant à affaiblir la CGT – Moyen de pression (L. 412-2) – Délit constitué.

• *Tribunal de grande instance de Lyon (5e Ch. Correc.) 15 avril 2005 495*

• *Note Arnaud de Senga 498*

Chroniques jurisprudentielles :

Droit pénal du travail : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Marc Richevaux :**

Comité d’entreprise – CHSCT – Défaut de consultation – Entrave – Délégation de pouvoirs – Poursuites limitées à l’étendue de la délégation de pouvoirs.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 12 avril 2005 507*

droit social général

Doctrine :

Le pouvoir patronal au-dessus des lois ? La liberté d’entreprendre dénaturée par la Cour de cassation

• par **Emmanuel Dockès, Professeur à l’Université de Dijon 1**

• *Annexe : Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juillet 2004 6*

Doctrine :

Les droits sociaux : un enjeu de la condition humaine

• par **Yves Saint-Jours, Professeur émérite de l’Université de Perpignan 7**

Doctrine :

Une lecture de “Valeurs de la démocratie” de Emmanuel Dockès,

• par **Emmanuel Gayat 47**

Doctrine :

La responsabilité sociale de l’entreprise : un concept juridique ?,

• par **Francis Meyer, Maître de conférences à l’Université Robert Schuman 185**

Doctrine :

Justice et justification dans les réformes actuelles du droit du travail

• par **Antoine Lyon-Caen 283**

droit social international et européen

Document :

Déclaration relative aux droits sociaux fondamentaux du groupe Renault 54

Résolution sur l’application des normes sociales internationales en Europe adoptée par le comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES) les 13 et 14 décembre 2000 .. 56

Salariée vivant en concubinage avec son employeur – Rupture de la relation – Licenciement ultérieur – Absence de motif réel et sérieux – Ancienneté de deux années mais entreprise occupant huit salariés – Dispositions de l’article L. 122-14-5 du Code du travail écartées comme contraires à l’article 26 du Pacte international sur les droits civils et politiques.

• *Conseil de prud’hommes du Puy-en-Velay (Industrie - Département) 16 mai 2001 126*

• *Note Michèle Bonnechère 128*

Droit social européen : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Michèle Bonnechère :**

Licenciements collectifs – Directive 98/59 – Consultation des représentants du personnel – Notification à l’autorité publique – Notion de licenciement – Moment du licenciement.

• *Cour de Justice des Communautés européennes, 27 janvier 2005 416*

Citoyenneté de l’Union – Interdiction des discriminations en fonction de la nationalité – Application à une aide accordée aux étudiants.

• *Cour de Justice des Communautés Européennes, 15 mars 2005 418*

Détachement de travailleurs dans le cadre d’une prestation de services – Salaire minimum – Loi de l’Etat sur le territoire duquel s’effectue le travail – Prise en compte des majorations et suppléments versés par l’employeur établi dans un autre Etat membre.

• *Cour de Justice des Communautés européennes, 14 avril 2005 420*

durée du travail

Doctrine :

Le pouvoir patronal au-dessus des lois ? La liberté d'entreprendre dénaturée par la Cour de cassation

- par **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université de Dijon 1
- *Annexe : Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juillet 2004* 6

Salaires – 1° Frais professionnels – Imputation sur la rémunération (non) – 2° Montant – Détermination – SMIC – Impossibilité de détermination de la durée du travail – Caractère indifférent.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2004* 76

• temps de travail effectif

Travail effectif – Temps de pause – Qualification.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2004* 180
- *Note Anja Johansson, Docteur en droit* 181

Mesure – Port d'une tenue de travail imposé – Temps d'habillage et de déshabillage – Obligation de contreparties (oui) – Conditions (trois espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 janvier 2005* 405
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 1er décembre 2004* 405
- *Troisième espèce : Conseil de prud'hommes de Grenoble (Industrie - Département) 9 décembre 2002* ... 407
- *Note Michel Miné, Professeur associé à l'Université de Cergy* 409

Salaires – SMIC – Distribution de documents publicitaires – Mesure du temps de travail (deux espèces).

- *Première espèce : Conseil de prud'hommes de La Roche-sur-Yon (Sect. activ. div.) 15 novembre 2004* 457
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 25 mai 2005* 460
- *Note Rachel Gourdol, juriste au CIDECOS* 461

Libertés individuelles – Contrôle de la durée effective du temps de travail pour l'utilisation d'un système à base de lecture d'empreintes digitales – Traits physiques spécifiques à chaque être humain dont le relevé est susceptible de porter atteinte à la liberté individuelle – Mesure non justifiée par sa finalité et disproportionnée à celle-ci – Inobservation de l'article L. 120-2 du Code du travail – Interdiction.

- *Tribunal de grande instance de Paris (1re Ch.) 19 avril 2005* 492
- *Note Francis Saramito* 493

Doctrine :

Petite histoire du temps de travail ou comment a été mise à l'écart la réglementation sur la durée du travail pour les salariés non cadres "autonomes",

- par **Francis Meyer**, Maître de conférences, Université Robert Schuman 526

• repos

Jours fériés

Apprentis travaillant un jour de fête légale – Circulaire l'autorisant – Erreur de droit non constituée.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 18 janvier 2005* 227

• heures supplémentaires

Travail illégal – Travail dissimulé – Heures supplémentaires – Défaut de mention sur le bulletin de paie – Caractère intentionnel du manquement – Appréciation souveraine des juges du fond.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2005* 414
- *Note Alex Pomagrzak, Union locale CGT de Royan* 414

• travail à temps partiel

Contrat à durée déterminée – Remplacement de salariés absents – Tâches identiques de même qualification – Activité normale et permanente de l'entreprise.

Durée du travail – Temps partiel – Détermination – Imprévisibilité des horaires – Disponibilité constante à l'égard de l'employeur – Requalification en temps plein.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2004* . 114

Postes permettant de passer à temps plein – Obligations de l'employeur – Spécificité de l'information.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 avril 2005* 443
- *Note Marie-Paule Coupillaud, Doctorante en Droit social, ATER à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV* 444

1° Contrat à durée déterminée – Cas de recours – Attente de l'entrée en fonction d'un salarié recruté pour une durée indéterminée – Caractère préalable du recrutement sous CDI. 2° Contrat à temps partiel – Défaut d'écrit – Présomption de temps plein – Charge de la preuve contraire.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mars 2005* 479

• aménagement du temps de travail

Comités d'entreprise – Introduction des horaires variables – Nécessité d'une autorisation préalable du Comité – Séance ayant été suspendue suite au départ des élus – Absence d'autorisation – Suspension de la mise en œuvre par l'employeur.

- *Cour d'appel de Paris (14e Ch. A) 4 février 2004* .177
- *Note Maurice Cohen* 178

égalité professionnelle

Discrimination – Charge de la preuve – Principe "A travail égal, salaire égal" – Eléments relatifs à l'inégalité de rémunération reposant sur le salarié – Preuve d'éléments objectifs justificatifs relevant de l'employeur.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2004* ... 65
- *Note Michel Henry* 65

Assurances sociales – Assurance vieillesse – Prestations – Egalité de traitement entre les hommes et les femmes – Discrimination suivant le sexe – Possibilité ouverte au droit national par le droit européen.

- *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 15 juin 2004* 109
- *Note Francis Saramito* 109

Conseils de prud'hommes – Pouvoirs juridictionnels du bureau de conciliation – Ordonnance enjoignant à l'employeur de communiquer à un steward se plaignant d'une discrimination le montant mensuel moyen des indemnités de repas, des indemnités de découcher et des indemnités de voiture/courrier perçues par les stewards et hôtesse de niveau 1 échelon 6 travaillant plein et affectés au secteur "commercial France" sur la base d'Orly.

- *Conseil de prud'hommes de Villeneuve-St-Georges (Section Commerce - Conciliation) 25 mai 2004* .. 262
- *Note Pascal Moussy* 262

élections professionnelles

1° Opérations débouchant sur un procès-verbal de carence – Transmission à l'inspection du travail – Contestation par un syndicat – Délai de quinze jours opposable au syndicat à compter de son information par l'administration du travail – 2° Demande syndicale d'organisation d'élections – Procès-verbal de carence – Caractère opposable (non).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mars 2004* 221
- *Note Jean-Luc Belpaume, Secrétaire général de l'Union locale CGT d'Amiens ville* 221

Vote électronique – Possibilité sous conditions.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 décembre 2004* 401

entreprises en difficulté

• assurance des créances salariales

Montant maximum de la garantie due par l'AGS – Application dans le temps du décret du 24 juillet 2003 – Licenciement antérieur à sa parution – Créances nées à la date de celui-ci relevant des dispositions précédemment applicables.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 avril 2005* 489

• procédure

Redressement judiciaire – Instance en cours au jour du jugement d'ouverture – Appel diligenté postérieurement – Poursuite de l'instance en présence du représentant des créanciers et de l'administrateur.

- *Cour d'appel de Versailles (6e Ch.) 11 mai 2004* ... 67

• licenciement

Redressement judiciaire – Cession d'une unité de production – Juge commissaire mentionnant dans son ordonnance la liste des salariés maintenus et non le nombre des salariés licenciés – Licenciements irréguliers – Application de l'article L. 122-12 – Droit des intéressés à conserver les sommes versées par

l'assurance chômage et l'assurance insolvabilité à titre de dommages-intérêts.

- *Conseil de prud'hommes de Limoges (section encadrement) 4 mai 2004* 29

Transfert d'entreprise – Association mettant en œuvre la politique de formation du Conseil régional – Arrêt des subventions – Liquidation – Sort des contrats de travail – Missions ne pouvant être abandonnées et devant être reprises par le Conseil régional – Transfert des contrats (oui).

- *Conseil de prud'hommes de Montpellier (Référé) 30 décembre 2004* 411
- *Note Stéphane Ducrocq* 413

entreprises publiques

• application d'un statut

Entreprises dont le personnel est soumis à un statut législatif ou réglementaire – Règlements, instructions, décisions concernant le personnel émanant de la direction de l'entreprise ne constituant des actes administratifs que s'ils concernent l'organisation du service public – A défaut, acte de droit privé et compétence judiciaire (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 1er juin 2005* 549
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (1re Ch. Civ.) 28 juin 2005* 550
- *Note Francis Saramito* 551

• statut et code du travail

Personnel à statut législatif ou réglementaire – Salariés protégés – Mise à la retraite d'office – Nécessité d'une autorisation de l'inspection du travail – A défaut, nullité de la rupture du contrat.

- *Cour d'appel d'Aix-en-Provence (9e Ch. A) 23 septembre 2004* 267
- *Note Francis Saramito* 268

fonctionnaires et agents publics

• titulaires

Maternité – Fonction publique hospitalière – Refus de titularisation – Procédure irrégulière – Défaut de prise en compte des difficultés liées à la grossesse – Annulation – Réparation en nature – Obligation de réintégration – Réparation du préjudice (dommages-intérêts).

- *Cour administrative d'appel de Marseille (2e Ch.) 4 novembre 2003* 31
- *Note Michel Miné, Professeur associé à l'Université de Cergy-Pontoise* 32

Agent public en mission – Accident au cours de la mission devant être considéré comme un accident de service, même s’il survient à l’occasion d’un acte de la vie courante.

- *Conseil d’Etat 3 décembre 2004* 269

grève

Doctrine :

Une nouvelle tentative d’interdiction de l’usage du droit fondamental de grève par un juge (à propos de la décision de référé du TGI de Marseille concernant la RTM)

- *par Eric Aubin, Emmanuel Gayat et Arnaud de Senga* 513

Annexe : Grève – Service public – Préavis – Motivation – Pouvoirs du juge (deux espèces).

- *Première espèce : Tribunal de grande instance de Marseille (Référé) 4 novembre 2005* 522
- *Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (Référé) 2 novembre 2005* 525

• protection

Occupation des locaux de travail – Licenciement pour faute lourde – Charge de la preuve – Employeur n’apportant pas la preuve de la participation personnelle du salarié aux faits – Constats d’huissier insuffisants – Réintégration du salarié dans son emploi.

- *Cour d’appel de Reims (Ch. Soc.) 9 février 2005* . 445

Salarié convoqué à un entretien préalable par une lettre postée le jour du début de la grève – Mise à pied conservatoire le jour de la fin de la grève – Licenciement postérieur – Grievs ne constituant que des prétextes – En réalité sanction pour faits de grève – Illicéité du licenciement – Réintégration ordonnée – Intervention de l’union locale CGT recevable.

- *Cour d’appel de Paris (18e Ch. - sect. P) 12 avril 2005* 490

• rémunération

Revendications – Respect des droits des salariés – Manquement de l’employeur – Notion – Respect partiel de la NAO – Faute caractérisée (non) – Paiement des jours de grève (non).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 janvier 2005* 182
- *Note YLP* 183

• services publics

Transports aériens – Pilote, commandant de bord – Inexécution d’un vol programmé pour la période d’arrêt de travail – Exercice normal du droit de grève – Employeur ne pouvant imposer au salarié d’indiquer à l’avance s’il participera ou non au mouvement – Nullité de la sanction prise à l’encontre de l’intéressé.

- *Cour d’appel de Paris (18e Ch. C) 20 novembre 2003* 221

harcèlement moral

Conseils de prud’hommes – Bureau de conciliation – Mesures d’instruction – Désignation de conseillers rapporteurs avec pour mission de rechercher le bien-fondé et la pertinence de sanctions disciplinaires, du bien-fondé d’un rappel de salaire et du bien-fondé d’allégations de harcèlement moral.

- *Cour d’appel de Pau (Ch. Soc.) 10 mai 2004* 60

Licenciement pour motif personnel – Salariés prenant acte de la rupture de leur contrat (trois espèces) – Harcèlement moral – Comportement fautif de l’employeur – Licenciement sans cause réelle et sérieuse – Dommages-intérêts pour préjudice distinct de la seule perte d’emploi (première et deuxième espèces) – Contrat de travail – Rupture – Démission motivée par des grievs – Action prud’homale en requalification – Appréciation du juge (troisième espèce).

- *Première espèce : Cour d’appel de Grenoble (Ch. Soc.) 26 mai 2004* 68
- *Deuxième espèce : Cour d’appel de Versailles (6e Ch.) 14 septembre 2004* 69
- *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 octobre 2004* 71
- *Note Francis Saramito et Arnaud de Senga* 71

Définition – Conjonction et répétition de faits – Harcèlement caractérisé.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 oct. 2004* 117
- *Note Laurent Milet* 118

Doctrine :

Le harcèlement moral : éléments caractéristiques du harcèlement moral au regard du Code du travail et de la jurisprudence contemporaine,

- *par Jacques Delga, Professeur à l’ESSEC, Avocat à la Cour d’appel de Paris et Abiramy Rajkumar, étudiante en DEA de droit privé - Paris I* 161

harcèlement sexuel

Discrimination – Harcèlement sexiste (deux espèces) – Inscription de mentions sexistes – Faute (première espèce) – Propos injurieux et comportement humiliant – Infraction de violence constituée (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004* 217
- *Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Vesoul (Ch. Corr.) 2 mai 2002* 217
- *Note Michel Miné, Professeur associé à l’Université de Cergy-Pontoise* 219

hygiène et sécurité

• responsabilités

Licenciement pour motif personnel – Mécontentement entre le salarié et la fille de l'employeur – Cause réelle et sérieuse – Manquement de l'employeur à l'obligation de sécurité de l'article L. 230-2 CT – Dommages-intérêts.

- *Conseil de prud'hommes de Longjumeau (section activités diverses) 16 février 2004* 224

inaptitude

Avis d'inaptitude au poste (quatre espèces) – Formalités pour un examen en une seule visite en raison du danger immédiat (première et deuxième espèces) – Conséquence des arrêts maladie postérieurs à la première ou à la seconde visite ayant conduit à l'inaptitude temporaire puis définitive (troisième et quatrième espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2005* 263
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2005* 263
- *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2005* 264
- *Quatrième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2005* 264
- *Note Paul Bouaziz et Isabelle Goulet, avocats au Barreau de Paris* 265

Doctrines :

Inaptitude et engagement de la procédure de licenciement : l'absence de discrimination,

- *par Valérie Lacoste-Mary, Maître de conférences à l'Université Montesquieu Bordeaux IV, comtrasec UMR CNRS 5114* 381

Annexe : Licenciement pour motif personnel – Inaptitude – Convocation à l'entretien préalable antérieure au deuxième examen obligatoire – Licenciement prononcé postérieurement au deuxième examen – Licéité de la rupture (non) – Nullité (non) – Absence de respect de l'obligation de reclassement – Défaut de cause réelle et sérieuse.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 janvier 2005* 386

Salarié victime d'une maladie professionnelle – Protection dans l'emploi – Inaptitude – Absence de licenciement – Reprise du paiement des salaires au-delà d'un mois – Pouvoirs du juge des référés.

- *Cour d'appel de Riom (Ch. Soc. - référé) 5 juillet 2005* 540
- *Note Dominique Holle, responsable DLAJ de l'Union départementale CGT du Puy-de-Dôme* 541

informatique et libertés

Contrat de travail – Utilisation de la messagerie électronique professionnelle – Fouille par l'employeur – Secret des correspondances – Violation – Sanction disciplinaire injustifiée.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2004* 28

Contrat de travail – Connexion Internet – Utilisation massive pour consultation de sites pornographiques – Abus de confiance – Action civile – Préjudice – Réparation – Atteinte à l'image de marque et à la réputation.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 mai 2004* 83

Licenciement pour motif personnel – Cause réelle et sérieuse – Faute grave – Propos antisémites adressés par courrier électronique dans des conditions permettant d'identifier l'employeur (première espèce) – Contrat de travail – Exécution – Utilisation de la messagerie électronique à des fins personnelles – Appel à soutenir José Bové – Sanction disciplinaire – Messagerie couramment utilisée par les salariés à des fins diverses – Tolérance de l'employeur excluant l'exercice du pouvoir disciplinaire (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004* 123
- *Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Paris 19 octobre 2004 (Commerce - Département)* 124

Vote électronique – Possibilité sous conditions.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 décembre 2004* 401

Libertés individuelles – Contrôle de la durée effective du temps de travail pour l'utilisation d'un système à base de lecture d'empreintes digitales – Traits physiques spécifiques à chaque être humain dont le relevé est susceptible de porter atteinte à la liberté individuelle – Mesure non justifiée par sa finalité et disproportionnée à celle-ci – Inobservation de l'article L. 120-2 du Code du travail – Interdiction.

- *Tribunal de grande instance de Paris (1re Ch.) 19 avril 2005* 492
- *Note Francis Saramito* 493

inspection du travail

Inspection du travail – Obstacle aux fonctions – Refus de fournir les éléments demandés – Délit constitué – Moment de la prise en compte des faits.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 7 décembre 2004*... 466

libertés et droits fondamentaux

Doctrine :

Le pouvoir patronal au-dessus des lois ? La liberté d'entreprendre dénaturée par la Cour de cassation

- par **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université de Dijon 1
- *Annexe : Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juillet 2004* 6

Doctrine :

Une lecture de "Valeurs de la démocratie" de Emmanuel Dockès,

- par **Emmanuel Gayat** 47

Document :

Déclaration relative aux droits sociaux fondamentaux du groupe Renault 54

Résolution sur l'application des normes sociales internationales en Europe adoptée par le comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES) les 13 et 14 décembre 2000 .. 56

Représentants du personnel – Confidentialité des communications téléphoniques – Matériel mis à disposition excluant leur interception et présentant l'identité de leurs correspondants.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 avril 2004* 75
- *Note Maurice Cohen* 75

Contrat de travail – Exécution – Employeur – Pouvoir de direction – Etendue – Libertés fondamentales – Restriction à la liberté d'expression – Limites.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2004* 116
- *Note Emmanuel Gayat et Arnaud de Senga* 117

Licenciement pour motif personnel – Salariée vivant en concubinage avec son employeur – Rupture de la relation – Licenciement ultérieur – Absence de motif réel et sérieux – Ancienneté de deux années mais entreprise occupant huit salariés – Dispositions de l'article L. 122-14-5 du Code du travail écartées comme contraires à l'article 26 du Pacte international sur les droits civils et politiques.

- *Conseil de prud'hommes du Puy-en-Velay (Industrie - Département) 16 mai 2001* 126
- *Note Michèle Bonnechère* 128

Contrat à durée déterminée – Contrats de remplacement successifs – Absence de mention de la qualification du salarié remplacé – Requalification en contrat à durée indéterminée – Licenciement intervenant immédiatement après pour un motif économique – Caractère frauduleux – Nullité – Réintégration ordonnée.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (Section Activités diverses) 20 octobre 2003* 178

Droit disciplinaire – "Code d'éthique" – Dispositions générales et permanentes destinées à s'imposer aux salariées – Obligation de respecter la procédure d'élaboration du règlement intérieur et

l'article L. 120-2 CT – Suspension d'application ordonnée en référé.

- *Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 6 octobre 2004* 219
- *Note Francis Saramito* 220

Doctrine :

Le refus du salarié et ses vicissitudes : pour un droit commun et autonome de refus (Les cas de modification du contrat, de changement des conditions de travail, des salariés protégés, et cas d'atteintes aux droits et libertés du salarié et à l'ordre public absolu)

- par **Harold Kobina Gaba**, Maître de conférences en droit privé à l'Université du Havre 242

Libertés individuelles – Contrôle de la durée effective du temps de travail pour l'utilisation d'un système à base de lecture d'empreintes digitales – Traits physiques spécifiques à chaque être humain dont le relevé est susceptible de porter atteinte à la liberté individuelle – Mesure non justifiée par sa finalité et disproportionnée à celle-ci – Inobservation de l'article L. 120-2 du Code du travail – Interdiction.

- *Tribunal de grande instance de Paris (1re Ch.) 19 avril 2005* 492
- *Note Francis Saramito* 493

Licenciement pour motif personnel – Publication dans un journal d'un article concernant l'entreprise – Usage de la liberté d'expression – Abus – Mise en cause d'autres salariés – Employeur fondé à se substituer à ces derniers et à prononcer un licenciement de rétorsion.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2005* 555
- *Note Y.L.P.* 555

(voir également :

Informatique et libertés)

licenciement pour motif économique

Doctrine :

Licenciements économiques, restructurations : la loi du 18 janvier 2005 en questions :

Les licenciements économiques au fil... des lois,

- par **Francis Saramito** 281

• motifs

Licenciement pour motif économique – Réorganisation de l'entreprise – Sous-traitance – Absence de nécessité de sauvegarde de la compétitivité de l'entreprise – Absence de cause réelle et sérieuse.

- *Cour d'appel d'Aix-en-Provence (9e Ch. C) 2 décembre 2004* 270
- *Note Jérôme Ferraro, avocat au Barreau d'Aix-en-Provence* 271

Doctrine :

Justice et justification dans les réformes actuelles du droit du travail,

- par **Antoine Lyon-Caen**, Professeur à l'Université de Paris X Nanterre, Directeur d'études à l'EHESS . 283

• licenciements individuels**Obligations de l'employeur****Doctrine :**

Le reclassement au sein d'une association,

- par **Franck Héas**, Maître de conférences à l'Université de Bretagne-sud 49

Annexe : Licenciement pour motif économique – Obligation de reclassement – Cadre.

- *Cour d'appel de Rennes (8e Ch.) 9 décembre 2004* .53

Reclassement – Obligation de l'employeur – Mise en œuvre – Obligation de loyauté – Portée.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 avril 2004* 122

Doctrine :

Gestion prévisionnelle des emplois,

- par **Marie-France Bied-Charreton** 343

Doctrine :

Reclassement avant licenciement,

- par **Emmanuel Gayat** 347

Ordre des licenciements – Disposition conventionnelle prévoyant l'application de cet ordre par catégorie professionnelle – Obligation pour le juge de rechercher s'il en a bien été ainsi.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 mars 2005* 494
- *Note Francis Saramito* 495

Convention de reclassement personnalisé**Doctrine :**

Propriété de l'emploi, indemnisation et reclassement,

- par **Alain Chirez**, Professeur à l'Université de Polynésie Française, Avocat au Barreau de Grasse 335

• licenciements collectifs**Procédure****Doctrine :**

Les temps de l'appréciation des motifs,

- par **Hervé Tourniquet**, Avocat au Barreau des Hauts-de-Seine 288

Doctrine :

Vers un affaiblissement de l'emprise des procédures de licenciement collectif : le cas des propositions de modification du contrat de travail pour motif économique,

- par **Isabelle Meyrat** 296

Doctrine :

Négociation collective et licenciement économique : propos introductifs sur le nouvel article L. 320-3 du Code du travail,

- par **Sophie Nadal**, Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise 303

Doctrine :

D'un débat majeur à un accord mineur (à propos de l'article L. 320-3 du Code du travail),

- par **Pascal Rennes** 311

Doctrine :

La négociation sur l'emploi à l'épreuve du nouvel article L. 320-2 du Code du travail,

- par **Tamar Katz**, Docteur en droit, Avocate au Barreau de Paris 322

Doctrine :

Les garanties de procédure issues de la loi Borloo : ordre du jour du comité d'entreprise et délais de recours contentieux,

- par **Christophe Baumgarten**, Avocat au Barreau de Bobigny 327

Accords de méthode,

- par **Emmanuel Gayat** 349

La concomitance du Livre IV et du Livre III,

- par **Paul Bouaziz** 353

La fixation de l'ordre du jour du CE,

- par **Laurent Milet** 355

Entrée en vigueur des dispositions nouvelles,

- par **Pierre Bouaziz**, Avocat au Barreau de Paris . 360

L'ordre des licenciements,

- par **Marie-France Bied-Charreton** 362

Le rôle du juge et les sanctions 365

Le juge des référés et le juge du fond,

- par **Pierre Bouaziz**, Avocat au Barreau de Paris . 365

Droit social européen : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Michèle Bonnechère** :

Licenciements collectifs – Directive 98/59 – Consultation des représentants du personnel – Notification à l'autorité publique – Notion de licenciement – Moment du licenciement.

- *Cour de Justice des Communautés européennes, 27 janvier 2005* 416

Document :

Accord de méthode - Procédure et calendrier - L'exemple de Bosch 430

Plan social

Doctrine :

Quand le plan social devient "l'accompagnement" d'une violation par l'employeur d'un engagement de limiter le nombre des licenciements économiques...

- par **Marie-France Bied-Charreton** 41

Annexe : 1° Licenciement pour motif économique – Licenciement collectif – Plan social – Exécution – Obligations de l'employeur – Manquement – Portée. 2° Contrat de travail, exécution – Employeur – Responsabilité – Faute – Inexécution par l'employeur de ses obligations – Plan social – Engagements pris dans le cadre d'un plan social – Limitation du nombre de licenciements – Inobservation.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 novembre 2003* 43

Insuffisance des mesures internes de reclassement – Nullité.

- *Tribunal de grande instance du Havre (1re Ch.) 20 avril 2005* 448
- *Note Eric Baudeau, Avocat au Barreau de Paris* ... 450

Transferts liés à une restructuration – Clause de mobilité contractuelle – Mise en œuvre – Condition : absence d'atteinte au régime de mise en cause de l'emploi – Licenciement disciplinaire pour non-respect de la clause – Requalification du motif de la rupture – Absence de PSE – Nullité du licenciement.

- *Cour d'appel de Versailles (6e Ch.) 30 novembre 2004* 552
- *Note Isabelle Meyrat* 554

Nullités

Doctrine :

Nullité et poursuite du contrat de travail,

- par **Michel Henry** 369

Sanctions pénales

Sanctions pénales, par **Marc Richevaux** 372

licenciement pour motif personnel

Période d'essai – Relation de travail ayant reçu un commencement d'exécution – Signature ultérieure d'un contrat instaurant une telle période – Licéité de la rupture (non) – Violation des règles relatives au licenciement.

- *Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 10 novembre 2004* 274

• procédure

Entretien préalable – Possibilité de convoquer le salarié en dehors du temps de travail.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 avril 2004* 35

• motifs de licenciement

Doctrine :

La mécontente reste-t-elle une cause de licenciement ?

- par **Alain Chirez, Professeur agrégé des Universités, Avocat au Barreau de Grasse** 45

Annexe : Licenciement pour motif personnel – Motifs – Mécontente avec les autres salariés – Nécessité d'établir des faits imputables au salarié licencié – Bénéfice du doute.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 novembre 2004* 46

Conseils de prud'hommes – Saisine du salarié en vue d'obtenir la résiliation du contrat – Ultérieurement, prise d'acte par le salarié de la rupture en raison de manquements imputés à l'employeur – Réalité des griefs – Rupture produisant les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse.

- *Cour d'appel d'Aix-en-Provence (9e Ch. B) 22 septembre 2004* 112
- *Note Jérôme Ferraro, Avocat au Barreau d'Aix-en-Provence* 113

Rupture – Prise d'acte par le salarié – Griefs imputés à l'employeur – Mise en cause de la qualification et du degré de subordination – Rupture produisant les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse.

- *Cour d'appel de Paris (18e Ch. E) 14 janvier 2005* 120

Cause réelle et sérieuse – Faute grave – Propos antisémites adressés par courrier électronique dans des conditions permettant d'identifier l'employeur (première espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004* 123

Salariée accidentée du travail – Reprise du travail en vue d'obtenir un congé destiné à lui permettre de se rendre auprès de ses parents gravement malades – Congé entraînant son licenciement pour irrégularité dans son obtention constitutive d'une faute grave.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (section encadrement) 25 octobre 2004* 273

Doctrine :

Inaptitude et engagement de la procédure de licenciement : l'absence de discrimination,

- par **Valérie Lacoste-Mary, Maître de conférences à l'Université Montesquieu Bordeaux IV** 381

Annexe : Licenciement pour motif personnel – Inaptitude – Convocation à l'entretien préalable antérieure au deuxième examen obligatoire – Licenciement prononcé postérieurement au deuxième examen – Licéité de la rupture (non) – Nullité (non) – Absence de respect de l'obligation de reclassement – Défaut de cause réelle et sérieuse.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 janvier 2005* 386

Publication dans un journal d'un article concernant l'entreprise – Usage de la liberté d'expression – Abus – Mise en cause d'autres salariés – Employeur fondé à se substituer à ces derniers et à prononcer un licenciement de rétorsion.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2005* 555
- *Note Y.L.P.* 555

• nullité

Indemnisation d'un licenciement nul – Accidenté du travail – Indemnités de rupture – Réparation du préjudice – Indemnité spécifique au moins égale à six mois de salaire.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004* 33
- *Note Stéphane Ducrocq* 34

• indemnités

Salariée vivant en concubinage avec son employeur – Rupture de la relation – Licenciement ultérieur – Absence de motif réel et sérieux – Ancienneté de deux années mais entreprise occupant huit salariés – Dispositions de l'article L. 122-14-5 du Code du travail écartées comme contraires à l'article 26 du Pacte international sur les droits civils et politiques.

- *Conseil de prud'hommes du Puy-en-Velay (Industrie - Département) 16 mai 2001* 126
- *Note Michèle Bonnechère* 128

Clause de non-concurrence – Licenciement suite à une cessation d'activité de l'entreprise – Paiement de l'indemnité (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 avril 2005* 486

• autres ruptures

Salariés prenant acte de la rupture de leur contrat (trois espèces) – Harcèlement moral – Comportement fautif de l'employeur – Licenciement sans cause réelle et sérieuse – Dommages-intérêts pour préjudice distinct de la seule perte d'emploi (première et deuxième espèces) – Contrat de travail – Rupture – Démission motivée par des griefs – Action prud'homale en requalification – Appréciation du juge (troisième espèce)

- *Première espèce : Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 26 mai 2004* 68
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Versailles (6e Ch.) 14 septembre 2004* 69
- *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 octobre 2004* 71
- *Note Francis Saramito et Arnaud de Senga* 71

Conseils de prud'hommes – Procédure – Demande initiale – Exécution du contrat de travail – Modification en cours d'instance par une prise d'acte de la rupture – Conditions – Demande additionnelle.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2003* 110
- *Note Daniel Joseph* 111

Conseils de prud'hommes – Saisine du salarié en vue d'obtenir la résiliation du contrat – Ultérieurement, prise d'acte par le salarié de la rupture en raison de manquements imputés à l'employeur – Réalité des griefs – Rupture produisant les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse.

- *Cour d'appel d'Aix-en-Provence (9e Ch. B) 22 septembre 2004* 112
- *Note Jérôme Ferraro, Avocat au Barreau d'Aix-en-Provence* 113

Contrat de travail – Rupture – Prise d'acte par le salarié – Griefs imputés à l'employeur – Mise en cause de la qualification et du degré de subordination – Rupture produisant les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse.

- *Cour d'appel de Paris (18e Ch. E) 14 janvier 2005* 120

Doctrine :

Résiliation judiciaire, prise d'acte de la rupture et office du juge (réflexions à propos de l'arrêt du 16 février 2005),

- *par Jérôme Ferraro, Avocat au Barreau d'Aix-en-Provence* 377

Annexe : Conseil de prud'hommes – Contrat de travail – Résiliation judiciaire à l'initiative du salarié – Licenciement ultérieur pour inexécution de ses obligations – Obligations du juge (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 février 2005* 380
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 avril 2005* 380

Doctrine :

La rupture du contrat de travail à l'initiative du salarié à l'épreuve de la jurisprudence,

- *par Michel Sabatte, Avocat au Barreau de Toulouse* 533

Annexe : Conseils de prud'hommes – Prise d'acte de la rupture à l'initiative du salarié (deux espèces) – Démission motivée par des griefs – Etendue de l'appréciation du juge (première espèce) – Prise d'acte intervenant postérieurement à une action judiciaire en exécution du contrat de travail – Irrecevabilité (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 juin 2005* 537
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Toulouse (4e Ch. sect. 1) 11 mars 2004* 537

licenciements des salariés protégés (voir Protection

des représentants du personnel)

maladie

Défaut d'affiliation au régime obligatoire de prévoyance – Faute patronale – Réparation du préjudice au titre de l'inexécution contractuelle.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 janvier 2005* 454

Etat délirant du salarié – Licenciement en raison de son comportement – Absence de constatation de son inaptitude par le médecin du travail – Violation de L. 122-45 CT – Nullité – Indemnisation.

- *Cour d'appel de Paris (22e Ch. C) 29 avril 2004* . 557

médecine du travail

Avis d'inaptitude au poste (quatre espèces) – Formalités pour un examen en une seule visite en raison du danger immédiat (première et deuxième espèces) – Conséquence des arrêts maladie postérieurs à la première ou à la seconde visite ayant conduit à l'inaptitude temporaire puis définitive (troisième et quatrième espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2005* 263
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2005* 263
- *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2005* 264
- *Quatrième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2005* 264
- *Note Paul Bouaziz et Isabelle Goulet, avocate au Barreau de Paris* 265

mutuelles d'entreprises

• complémentaire maladie

Maladie – Défaut d'affiliation au régime obligatoire de prévoyance – Faute patronale – Réparation du préjudice au titre de l'inexécution contractuelle.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 janvier 2005* 454

protection des représentants du personnel

• étendue de la protection

Référé administratif – Mise en œuvre des dispositions de l'article L. 521-2 du Code de justice administrative – Refus d'autorisation du licenciement d'un délégué du personnel accusé de harcèlement moral non constitutif d'une atteinte manifestement illégale à une liberté fondamentale.

- *Conseil d'État (8e ss-sect.) 4 octobre 2004* 35
- *Note Pascal Moussy* 36

Délégués syndicaux – Désignation – Statut protecteur – Accusation de fraude – Charge de la preuve.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 octobre 2004* 64

Confidentialité des communications téléphoniques – Matériel mis à disposition excluant leur interception et présentant l'identité de leurs correspondants.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 avril 2004* 75
- *Note Maurice Cohen* 75

Doctrine :

Le refus du salarié et ses vicissitudes : pour un droit commun et autonome de refus (Les cas de modification du contrat, de changement des conditions de travail, des salariés protégés, et cas d'atteintes aux droits et libertés du salarié et à l'ordre public absolu)

- *par Harold Kobina Gaba, Maître de conférences en droit privé à l'Université du Havre* 242

Entreprises publiques – Personnel à statut législatif ou réglementaire – Salariés protégés – Mise à la retraite d'office – Nécessité d'une autorisation de l'inspection du travail – A défaut, nullité de la rupture du contrat.

- *Cour d'appel d'Aix-en-Provence (9e Ch. A) 23 septembre 2004* 267
- *Note Francis Saramito* 268

Représentant syndical au CE – Transmission d'informations confidentielles à la fédération l'ayant mandaté – Sanction disciplinaire.

- *Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 3 février 2004* 275
- *Note Arnaud de Senga* 276

Chauffeur routier – Affectation sur un poste prétendument "plus compatible" avec l'exercice des fonctions – Réintégration dans les fonctions.

- *Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc.) 16 novembre 2004* 401

Salarié mandaté – Licenciement sans autorisation – Annulation judiciaire ultérieure de la désignation – Caractère rétroactif (non) – Violation du statut protecteur (oui).

- *Cour d'appel de Poitiers (Ch. Soc.) 22 mars 2005* 455
- *Note Alex Pomagrzak, UL CGT de Royan* 456

Droit administratif du travail : décisions sélectionnées et commentées par **Jean-Louis Rey, Magistrat administratif (première partie)** :

Autorisation de transfert – Nécessité pour l'administration du travail de vérifier si le salarié exécutait effectivement son contrat de travail dans l'unité transférée.

- *Conseil d'État, 15 juin 2005* 563
- Faits survenus dans le cadre de l'exercice des fonctions représentatives – Nécessité qu'ils rendent impossible le maintien du salarié dans l'entreprise.
- *Conseil d'Etat, 4 juillet 2005* 565

• procédure

Autorisation de transfert – Procédures d'urgence – Référé – Suspension – Décision entièrement exécutée.

- *Conseil d'Etat, 27 juin 2005* 564

• réintégration

Annulation de l'autorisation de licenciement – Reprise dans l'entreprise avec dispense de travail – Caractère non effectif de la réintégration – Manquement de l'employeur – Refus d'une modification du contrat de travail par le salarié – Licenciement – Nullité de la rupture.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 juin 2004* 72
- *Note Manuela Grévy, Maître de conférences à l'ISST de Sceaux* 73

Conseiller prud'homme salarié – Licenciement autorisé par l'inspection du travail – Annulation de l'autorisation par le Tribunal administratif – Réintégration sollicitée par le salarié et ordonnée en référé – Inexécution – Droit du salarié à une indemnité correspondant au préjudice subi entre le licenciement et la réintégration effective.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 novembre 2004* .. 403
- *Note Francis Saramito* 403

retraite complémentaire

Tribunaux (deux espèces) – Répétition de l'indu – Prescription – 1) Salaires – Prescription quinquennale applicable à l'action en paiement ou en restitution de ce paiement (première espèce) – 2) Prestations de retraite complémentaire – Répétition soumise au régime spécifique des quasi-contrats – Prescription trentenaire (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2004* 81
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 16 décembre 2003* 82

salaires

La détermination de la rémunération variable : la part de l'unilatéral, du négocié et du juge, par **Tamar Katz, Docteur en droit, Avocate au Barreau de Paris** 151

Annexes :

Salaire – Fixation – Salaire variable – Critères – Objectif de résultats – Détermination – Défaut – Office du juge.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juillet 2004* ... 157

Salaire – Fixation – Mode de fixation – Convention des parties – Limites.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2002* 157

Salaire – Fixation – Modes de fixation – Accord collectif ou usage ou engagement unilatéral de l'employeur – Dénonciation – Portée.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 octobre 1998* 157

Contrat de travail – Modification imposée par l'employeur – Modification de la rémunération – Conditions – 1° Clause prévoyant une faculté de modification unilatérale – Portée – 2° Accord du salarié – Mode de rémunération plus avantageux selon l'employeur – Absence d'influence.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2000* 159

Salaires – Fixation – Durée limitée à un an – Détermination – Fixation unilatérale par l'employeur – Obligation de négocier – Défaut – Office du juge.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 1er avril 2003* 159
- Salaires – Fixation – Salaire variable – Diminution – Modification imposée par l'employeur – Condition.
- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 janvier 2002* 160

• montant

Document :

Circulaire du 27 octobre 2004 relative au cumul de revenus professionnels et d'une pension de vieillesse servie par le régime général de Sécurité sociale, le régime des salariés agricoles et certains régimes spéciaux 202

Detachement de travailleurs dans le cadre d'une prestation de services – Salaire minimum – Loi de l'Etat sur le territoire duquel s'effectue le travail – Prise en compte des majorations et suppléments versés par l'employeur établi dans un autre Etat membre.

- *Cour de Justice des Communautés européennes, 14 avril 2005* 420

SMIC – Distribution de documents publicitaires – Mesure du temps de travail (deux espèces).

- *Première espèce : Conseil de prud'hommes de La Roche-sur-Yon (Sect. activ. div.) 15 novembre 2004* 457
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mai 2005* 460
- *Note Rachel Gourdol, juriste au CIDECOS* 461

• frais professionnels

Imputation sur la rémunération (non) – 2° Montant – Détermination – SMIC – Impossibilité de détermination de la durée du travail – Caractère indifférent.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2004* 76

• prescription

Tribunaux (deux espèces) – Répétition de l'indu – Prescription – 1) Salaires – Prescription quinquennale applicable à l'action en paiement ou en restitution de ce paiement (première espèce) – 2) Prestations de retraite complémentaire – Répétition soumise au régime spécifique des quasi-contrats – Prescription trentenaire (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2004* 81
- *Deuxième espèce : cour de cassation (2e Ch. Civ.) 16 décembre 2003* 82

salariés protégés

(voir Protection des représentants du personnel)

sécurité sociale

• régime général

Cotisations – Assiette – Exclusion des prestations d'une mutuelle dès lors qu'elle est en relation avec l'action de prévoyance et de solidarité qui lui est dévolue – Participation de l'employeur à son financement constituant une circonstance indifférente.

- *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 29 juin 2004* 77

Financement – Contribution sociale généralisée – Assiette – Limites d'exonération – 1° Indemnité transactionnelle de licenciement – Montant de l'indemnité légale ou conventionnelle – 2° Indemnité pour licenciement sans cause réelle et sérieuse – Minimum légal de six mois (L 122-14-4).

- *Cour de cassation (2e Ch. Civ. 2) 19 avril 2005* ... 462
- *Note Patrick Tillie* 462

Financement – CSG et CRDS – Assiette – Indemnité pour licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse – Fraction excédant le seuil minimal de six mois – Assujettissement (oui) – Condamnation judiciaire s'entendant nette de tout prélèvement.

- *Tribunal de grande instance de Paris (Juge de l'exécution) 1er février 2005* 559
- *Note Gérard Wozniak, ancien Inspecteur des impôts, ancien directeur fiscal du Crédit Lyonnais* 559

• contentieux

Décisions des commissions de recours amiable – Contestation – Délai de recours de deux mois à compter de la date à laquelle l'intéressé en a eu connaissance – Lettre de notification de la Caisse retournée à l'expéditeur – Délai n'ayant pas commencé à courir.

- *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 16 septembre 2003* 77

Travail dissimulé – Constitution de partie civile – Caisse de Sécurité sociale – Recevabilité (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 14 septembre 2004* ..86

(voir également Assurances sociales)

syndicats professionnels

• fonctionnement - activités

Unions de syndicats – Subvention versée par une municipalité – Mesure se rattachant à un intérêt public local – Légalité.

- *Conseil d'Etat, 4 avril 2005* 499
- *Note Francis Saramito* 500

• discrimination

Doctrine :

Répression pénale de la discrimination syndicale et écoulement du temps (à propos de l'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 9 novembre 2004, Bull. crim. n° 279)

- *par Elisabeth Fortis, Professeur à l'Université Paris X Nanterre* 234

Annexe : Syndicat professionnel – Discrimination – Caractère de l'infraction – Infraction instantanée (non) – Preuve de la discrimination – Appréciation de l'ensemble des faits – Faits prescrits.

- *1) Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 novembre 2004* 237
- *2) Cour d'appel de Bordeaux (3e Ch. Corr.) 6 avril 2005* 238

Protection des représentants du personnel – Chauffeur routier – Affectation sur un poste prétendument "plus compatible" avec l'exercice des fonctions – Réintégration dans les fonctions.

- *Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc.) 16 novembre 2004* 401

Conseils de prud'hommes – Pouvoirs juridictionnels du bureau de conciliation – Ordonnance désignant des conseillers rapporteurs en vue de réunir les éléments d'information nécessaires au bureau de jugement pour statuer sur une demande de dommages-intérêts pour discrimination syndicale.

- *Conseil de prud'hommes de Grenoble (Conciliation - Départage) 25 mars 2005* 441
- *Note Pascal Moussy* 442

Discrimination – Prestation de conseil visant à affaiblir la CGT – Moyen de pression (L. 412-2) – Délit constitué.

- *Tribunal de grande instance de Lyon (5e Ch. Correc.) 15 avril 2005* 495
- *Note Arnaud de Senga* 498

• action en justice

Délégués du personnel – Entrave – Mise à disposition d'un local – Infraction – Constitution de partie civile du syndicat – Recevabilité (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 28 septembre 2004* ..84

Instance prud'homale en cours – Intervention syndicale sur la base de la défense de l'intérêt collectif de la profession – Recevabilité en cause d'appel.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 juillet 2004* 277

Contrat à durée déterminée – Contrat dépourvu de motif de recours à une durée déterminée – Requalification – Action syndicale en substitution.

- *Conseil de prud'hommes de Boulogne-Billancourt (Section commerce) 23 février 2005* 397
- *Note Pascal Moussy* 398

Grève – Salarié convoqué à un entretien préalable par une lettre postée le jour du début de la grève – Mise à pied conservatoire le jour de la fin de la grève – Licenciement postérieur – Grievs ne constituant que des prétextes – En réalité sanction pour faits de grève – Illicéité du licenciement – Réintégration ordonnée – Intervention de l'union locale CGT recevable.

- *Cour d'appel de Paris (18e Ch. - sect. P) 12 avril 2005* 490

transaction

Conseils de prud'hommes – Bureau de conciliation – Pouvoirs – Licenciement pour faute grave – Octroi des indemnités de préavis et de congés payés (deux espèces) – Preuve reposant sur l'employeur – Faits manifestement insuffisants pour retenir une faute grave (première espèce) – Transaction antérieure à la notification par lettre recommandée avec accusé de réception – Nullité de la transaction (deuxième espèce).

- *Première espèce : Conseil de prud'hommes de Lyon (Conciliation - Département) 7 juillet 2004* 19
- *Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Lyon (Conciliation - Département) 7 juillet 2004* 20
- *Note Georges Meyer, Avocat au Barreau de Lyon* . 20

Sécurité sociale – Financement – Contribution sociale généralisée – Assiette – Limites d'exonération – 1° Indemnité transactionnelle de licenciement – Montant de l'indemnité légale ou conventionnelle – 2° Indemnité pour licenciement sans cause réelle et sérieuse – Minimum légal de six mois (L 122-14-4).

- *Cour de cassation (2e Ch. Civ. 2) 19 avril 2005* ... 462
- *Note Patrick Tillie* 462

transfert d'entreprise

• effets

Service public administratif géré par une personne privée – Reprise par une personne publique – Situation du personnel – Maintien de liens de droit privé dans l'attente de décision explicite de la personne publique.

- *Conseil d'État (section) 22 octobre 2004* 78
- *Note Jean-Louis Rey, Conseiller à la Cour administrative d'appel de Bordeaux* 79

Association mettant en œuvre la politique de formation du Conseil régional – Arrêt des subventions – Liquidation – Sort des contrats de travail – Missions ne pouvant être abandonnées et devant être reprises par le Conseil régional – Transfert des contrats (oui).

- *Conseil de prud'hommes de Montpellier (Référé) 30 décembre 2004* 411
- *Note Stéphane Ducrocq* 413

Transfert organisé par la convention collective – Perte de marché – Absence de reprise de la salariée par la société entrante – Trouble manifestement illicite – Poursuite du contrat de travail ordonnée.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (référé) 16 février 2005* 462
- *Note Gilbert Jacquemet, Mandataire syndical CGT* 464

Transfert privé/public – Crèche gérée par une association – Liquidation judiciaire – Poursuite de l'activité en régie directe par la collectivité territoriale – Sort du contrat de travail – Application de l'article L. 122-12 – Réintégration sous astreinte.

- *Cour d'appel de Nîmes (Ch. Soc.) 29 mars 2004* .. 501

travailleurs étrangers

Accords collectifs de cessation anticipée d'activité des salariés âgés – Salariés originaires de certains pays sans état civil complet – Date butoir les privant de la possibilité de justifier de leur date de naissance – Application déloyale des accords – Trouble manifestement illicite.

- *Cour d'appel de Paris (14e Ch. B) 24 juin 2005* .. 546
- *Note Michèle Bonnechère* 548

travailleurs handicapés

Travail dissimulé – Constitution de partie civile – Caisse de Sécurité sociale – Recevabilité (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 14 septembre 2004* ..86

Travail dissimulé – Entraide agricole (non) – Délit constitué.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 novembre 2004* .. 230

Travail dissimulé – Heures supplémentaires – Défaut de mention sur le bulletin de paie – Caractère intentionnel du manquement – Appréciation souveraine des juges du fond.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2005* 414
- *Note Alex Pomagrzak, Union locale CGT de Royan* 414

tribunaux

Doctrine :

Le "décret du 20 août 2004 portant modification de la procédure civile" et ses effets sur la procédure prud'homale et l'accès à la justice

- *par Patrick Tillie* 12

Document :

Représentation obligatoire des salariés devant la Cour de cassation par des avocats aux Conseils

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2000* 15

Tribunaux (deux espèces) – Répétition de l'indu – Prescription – 1) Salaires – Prescription quinquennale applicable à l'action en paiement ou en restitution de ce paiement (première espèce) – 2) Prestations de retraite complémentaire – Répétition soumise au régime spécifique des quasi-contrats – Prescription trentenaire (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2004* 81
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 16 décembre 2003* 82

Doctrine :

Sécurité juridique, revirements de jurisprudence, pouvoirs des juges, beaucoup de bruit pour peu de choses ?

- *Avant propos par Pascal Rennes* 137

Doctrines :

Faut-il vraiment retarder les effets des revirements de jurisprudence ?

- par **Pierre Lyon-Caen**, *Avocat général honoraire à la Cour de cassation* **139**

Doctrines :

Un débat sur la nature et le rôle de la jurisprudence ou une promotion de la sécurité juridique des employeurs ? Deux arrêts pour un rapport,

- par **Emmanuel Gayat et Arnaud de Senga** **146**

Annexe : Tribunaux – Pouvoirs – Revirement de jurisprudence – Application dans le temps (deux espèces) – Autorité relative de la chose jugée – Interdiction faite aux juges de se prononcer par voie de disposition générale et réglementaire (première espèce) – Conditions de validité d'une clause de non-concurrence – Exercice d'une liberté fondamentale – Application immédiate (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 1995* **149**
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 décembre 2004* **149**

Doctrines :

La détermination de la rémunération variable : la part de l'unilatéral, du négocié et du juge, par **Tamar Katz**, *Docteur en droit, Avocate au Barreau de Paris* **151**

Annexes : Salaire – Fixation – Salaire variable – Critères – Objectif de résultats – Détermination – Défaut – Office du juge.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juillet 2004* ... **157**

Salaire – Fixation – Mode de fixation – Convention des parties – Limites.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2002* **157**

Salaire – Fixation – Modes de fixation – Accord collectif ou usage ou engagement unilatéral de l'employeur – Dénonciation – Portée.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 octobre 1998* **157**

Contrat de travail – Modification imposée par l'employeur – Modification de la rémunération – Conditions – 1° Clause prévoyant une faculté de modification unilatérale – Portée – 2° Accord du salarié – Mode de rémunération plus avantageux selon l'employeur – Absence d'influence.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2000* **159**

Salaire – Fixation – Durée limitée à un an – Détermination – Fixation unilatérale par l'employeur Obligation de négocier – Défaut – Office du juge.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 1er avril 2003* ... **159**

Salaire – Fixation – Salaire variable – Diminution – Modification imposée par l'employeur – Condition.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 janvier 2002* ... **160**

Document :

Avis de la CGT sur l'application dans le temps de la règle jurisprudentielle **172**

Hygiène et sécurité – Blessures involontaires – Partie civile – Conditions de recevabilité de l'action en justice.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 26 octobre 2004* ... **229**

Document :

Représentation obligatoire des salariés devant la Cour de cassation par des avocats aux Conseils : recours de la CGT devant le Conseil d'Etat **387**

Entreprises publiques – Entreprises dont le personnel est soumis à un statut législatif ou réglementaire – Règlements, instructions, décisions concernant le personnel émanant de la direction de l'entreprise ne constituant des actes administratifs que s'ils concernent l'organisation du service public – A défaut, acte de droit privé et compétence judiciaire (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 1er juin 2005* **549**
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (1re Ch. Civ.) 28 juin 2005* **550**
- *Note Francis Saramito* **551**

(voir également
Conseil de prud'hommes)

Usages et engagements unilatéraux

(voir Conventions et accords collectifs)

Table chronologique de la jurisprudence

(les décisions en italique n'ont été publiées qu'en extraits)

Date	Juridiction	Nom des parties	Page
1995			
MAI			
09/05/95	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Landry <i>c/</i> Boquillon	149
1998			
OCTOBRE			
20/10/98	C. Cass. (Ch. Soc.)	Courcelles et a. <i>c/</i> CRAMA	158
2000			
MAI			
30/05/00	C. Cass. (Ch. Soc.)	T. <i>c/</i> De Percin et autres	16
30/05/00	C. Cass. (Ch. Soc.)	Lecoeur <i>c/</i> Canon France	159
2001			
MAI			
16/05/01	CP du Puy-en-Velay (Industrie-Départage)	Montchalin <i>c/</i> Billard	126
2002			
JANVIER			
08/01/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pruleau <i>c/</i> Sté Leroy et a.	160
MAI			
02/05/02	TGI de Vesoul (Ch. Corr.)	Vuillemot et UD CGT <i>c/</i> Gérard L. et José H.	217
JUILLET			
02/07/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Saucier <i>c/</i> Fidal	157
DÉCEMBRE			
09/12/02	CP de Grenoble (Industrie - Département)	Arrete <i>c/</i> Rhoda Intermédiaires	407

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
2003			
FÉVRIER			
04/02/03	TGI de Paris	RATP c/ CHSCT-GIS	58
AVRIL			
01/04/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Chouillet c/ Etablissements Doradoux	159
JUILLET			
08/07/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	GIE Pari Mutuel Hippodrome c/ De La Forêt Divonne et a.	110
SEPTEMBRE			
16/09/03	C. Cass. (2e Ch. Civ.)	Hedna c/ Caisse primaire d'assurance maladie de la Savoie	77
30/09/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Régie des transports marseillais c/ Smadja	483
OCTOBRE			
20/10/03	CP de Paris (Sect. Act. Div.)	Touré c/ Cité internationale universitaire de Paris – Fondation nationale	178
NOVEMBRE			
04/11/03	CAA de Marseille (2e Ch.)	Mme Djamilia Hadj-Ahmed	31
20/11/03	CA de Paris (18e Ch. C)	Le Bras et autres c/ Air France	221
25/11/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	BSN Glasspack c/ SCERAO CFDT et a.	43
25/11/03	CA de Versailles (15e Ch. Soc.)	Groupe Voisin c/ Bellashen	503
DÉCEMBRE			
05/12/03	CA de Caen (3e Ch - sect. soc.)	Picodot c/ INFREP	23
16/12/03	C. Cass. (2e Ch. Civ.)	Bresson c/ Agence Française de Développement	82
2004			
JANVIER			
20/01/04	C. Cass. (2e Ch. Civ.)	Ramonat et a. c/ Cie Groupe Azur Assurance et a.	18
FÉVRIER			
03/02/04	CA de Paris (18e Ch. D)	Michelon et a. c/ SAGE	275
04/02/04	CA de Paris (14e Ch. A)	RATP c/ CDEP MEE	177
16/02/04	CP de Longjumeau (sect. Act. Div.)	Mme Johnson c/ Mme Peter	224
18/02/04	CA de Paris (22e Ch.A)	Austin c/ Radio France	21
MARS			
11/03/04	CA de Toulouse (4e Ch. sect. 1)	ARSEAA c/ Puntis	537
17/03/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Union locale CGT Amiens c/ Société Norsud	221
29/03/04	CA de Nîmes (Ch. Soc.)	Mairie de Piolenc c/ Roche et a.	501
AVRIL			
06/04/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Gonzales c/ Sté BDI Constructions	75
07/04/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Robène c/ ACPM	35
07/04/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Guinchard c/ Bipe Conseil	122
29/04/04	CA de Paris (22e Ch. C)	G. c/ RATP	557

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
MAI			
04/05/04	CP de Limoges (sect. Encadrement)	Mme Alventura et a. c/ Sté Multipap et a.	29
05/05/04	CA de Versailles (14e Ch.)	Canon France c/ CE Canon France et a.	174
10/05/04	CA de Pau (Ch. Soc.)	Ass. Adgessa c/ Manfrenuzzi et a.	60
11/05/04	CA de Versailles (6e Ch.)	Lenoir c/ Sté Prisme et a.	67
19/05/04	C. Cass. (Ch. Crim.)	Jean-François X.....	83
25/05/04	CP de Villeneuve-St-Georges (Sect. Commerce-conciliation)	Blancher c/ Air-France	262
26/05/04	CA de Grenoble (Ch. Soc.)	Moscon c/ Association Relais Ozanam	68
JUIN			
02/06/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Vincon c/ Société Vendôme express	33
02/06/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Péré c/ Spot Image	123
02/06/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pavillon Montsouris SA c/ Mille	217
15/06/04	CA de Versailles (6e Ch.)	Bellet c/ Sport OFM Media et a.	26
15/06/04	C. Cass. (2e Ch. Civ.)	Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Languedoc-Roussillon c/ Borne	109
16/06/04	Cass. Crim.	Pierre Lantenois	38
22/06/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	CIM c/ Bouyer	116
23/06/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Caisse de mutualité sociale du Tarn-et-Garonne c/ Simon	81
26/06/04	C. Cass. (2e Ch. Civ.)	Maupetit et a. c/ Sté Renault et a.	225
29/06/04	C. Cass. (2e Ch. Civ.)	URSSAF de Loire Atlantique c/ EDF et autres	77
30/06/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Verneuil et a. c/ Sea France	72
JUILLET			
07/07/04	CP de Lyon (conciliation-départage)	Bendjeguellal c/ SARL Confort Général Européen	19
07/07/04	CP de Lyon (conciliation - départage)	Meddoro c/ SARL Confort Général Européen	20
07/07/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Ofori et Union locale des syndicats CGT du 14e Arrdt de Paris c/ Sté Abilis France	277
13/07/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Carrefour France c/ Union des syndicats CGT et a.	6
13/07/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mlle Vincent c/ SNCF	62
13/07/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Monsenego c/ JDS Ernst-Young	157
SEPTEMBRE			
07/09/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Piazza c/ Sté Secam	212
10/09/04	TGI de Nanterre (référé)	Sté Chaffoteaux et Maury c/ Comité central d'entreprise et Simon	259
14/09/04	CA de Versaille (6e Ch.)	Association des parents d'enfants inadaptés de Suresnes-Puteaux c/ Scarparo	69
14/09/04	C. Cass. (Ch. Crim.)	Jean-Marie Delcamp	85
22/09/04	CA d'Aix-en-Provence (9e Ch. B)	SA Descours et Cabaud c/ Embarki	112
23/09/04	CA d'Aix-en-Provence (9e Ch. A)	EDF-GDF c/ Billières	267
28/09/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	STAVS c/ Hoarau	65
28/09/04	Cass. Crim.	William Granat c/ Michèle Jumelle	84
29/09/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	RATP c/ Akuesson	27
29/09/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	SAEM Autoroute du Sud de la France c/ Mme Thèze	

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
	et syndicat CGT		114
29/09/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme X.....	131
OCTOBRE			
04/10/04	Conseil d'Etat (8e ss-sect.)	Mona Lisa Investissements et a.	35
06/10/04	TGI de Nanterre (référé)	Comité d'établissement Novartis Pharma et Fédération FO c/ Sté Novartis Pharma	219
12/10/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Richard c/ Sulzer Orthopédie Cedior	28
12/10/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. X.....	131
12/10/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Atofina c/ Arthaud et a.	180
13/10/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Renault France Auto c/ Lacouture	63
13/10/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Popakul et a. c/ Tizghat et a.	64
19/10/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Ateliers Industriels Pyrénéens c/ Hekimian	71
19/10/04	CP de Paris (Commerce - Département)	Marché c/ SA CIC	124
19/10/04	CA de Versailles (6e Ch.)	X...	130
22/10/04	Conseil d'Etat (Section)	Lamblin	78
25/10/04	CP de Paris (Sect. Encadrement)	Mme Akuesson c/ RATP	273
26/10/04	Cass. Crim.	Sébastien Haze	229
27/10/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Mât de misaine c/ P.	117
27/10/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat CGT APMT et a. c/ APMT-BTP-RP	200
NOVEMBRE			
02/11/04	C. Cass. (2e Ch. Civ.)	Sposito c/ EDF	478
09/11/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pact Arim c/ Kerautret	46
09/11/04	C. Cass. (1re Ch. Civ.)	Mme Clousier c/ Clinique du Saint Coeur	215
09/11/04	C. Cass. (1re Ch. Civ.)	Mme Liberman c/ Clinique Internationale du Parc Monceau	216
09/11/04	Cass. Crim.	Heim de Balsac	230
09/11/04	C. Cass. (Ch. Crim)	Ratier Figeac	237
10/11/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Moulinet c/ W Finance Conseil	76
10/11/04	CA de Grenoble (Ch. Soc.)	Houchat c/ La Poste	274
15/11/04	CP de la Roche-sur-Yon (Sect. Act. Div.)	Brunn et a. c/ Adrexo	457
16/11/04	CA de Besançon (Ch. Soc.)	EBCI c/ Carray	401
16/11/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Joux et a. c/ Collinet	429
19/11/04	CA de Paris (14e Ch. B - référé)	CPAM de Paris c/ CE de la CPAM et a.	438
30/11/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Bernard c/ Gilles	403
30/11/04	CA de Versailles (6e Ch.)	SA Meccano SN c/ Poirier	552
DÉCEMBRE			
01/12/04	CA de Grenoble (Ch. Soc.)	Caterpillar France c/ Belmounes et a.	405
02/12/04	CA d'Aix-en-Provence (9e Ch. C)	Khermaissia c/ SA Pavillon du Cloître	270
03/12/04	Conseil d'Etat	Quinio	269
07/12/04	Cass. Crim.	Jean Legros	466
08/12/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	CHSCT de la CAF des Alpes Maritimes c/ CAF des Alpes Maritimes	59
08/12/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. X.....	132
08/12/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme X.....	133
08/12/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Perrier c/ Banque NSMD	401

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
09/12/04	CA de Rennes (8e Ch.)	Leroux c/ Dupont es qual. et a.	53
14/12/04	C. Cass. (2e Ch. Civ.)	Caisse primaire d'Assurance Maladie du Calvados c/ Sté Valéo et autres.	259
15/12/04	CP de Grenoble (référé)	Di Sante et a. c/ Bull	502
17/12/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	SAMSE c/ Breschi	149
30/12/04	CP de Montpellier (référé)	Association LEF et a. c/ Région Languedoc-Roussillon	411

2005

JANVIER

05/01/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Giraud Champagne-Ardenne c/ Antoine et a.	182
05/01/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Cegelec Centre-Est c/ Ducki	504
14/01/05	CA de Paris (18e Ch. E)	Mme Tournay c/ Société IDF Habitat	120
18/01/05	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Marie-Hélène Gest</i>	227
18/01/05	C. Cass. (2e Ch. Civ.)	Mme Guimon c/ Sté Go Sport	395
19/01/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Chedet c/ Société Ormat Tessier	263
19/01/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Preveyraud c/ Abeille Vie	264
19/01/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Groupe Carrère SA c/ Cottereau	264
19/01/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Maladis c/ X....	414
19/01/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Ferrer c/ Association Vacances PTT Cap d'Agde	453
25/01/05	CA de Chambéry (Ch. Soc.)	Bourrien c/ Sté Transmontagne	399
26/01/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fié c/ Société Continentale Service	386
26/01/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société des autoroutes du sud de la France c/ Artus	396
26/01/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	CGT Trams c/ Sté Connex Nancy	405
26/01/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Robert c/ Chambre des professionnels indépendants de l'industrie hôtelière	454
27/01/05	<i>CJCE</i>	<i>Irmtraud Junk</i>	416
28/01/05	C. Cass. (Ass. Plén.)	Monnet c/ Sté Protex	452

FÉVRIER

01/02/05	TGI de Paris (Juge de l'exécution)	ISS Abilis France c/ Azzi	559
09/02/05	CA de Reims (Ch. Soc.)	Fonte Ardennaise c/ Lakhdar	445
16/02/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Linck c/ Dieterle	380
16/02/05	CP de Paris (référé)	Joao c/ SARL Arenett	463
23/02/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fort Cros c/ Sanchez et a.	213
23/02/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Levieil c/ Caullier	213
23/02/05	CP de Boulogne-Billancourt (Sect. Commerce)	Union départementale CGT agissant en faveur de François Moussy c/ Monoprix exploitation	397
23/02/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Touati c/ Société Claas	543

MARS

01/03/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Comité d'établissement de Plaisir c/ Sté Intertechnique	435
03/03/05	TGI d'Angers (référé)	Comité d'entreprise de l'unité économique et sociale NEC Angers et Picaut c/ Sté NEC Computers Angers et autres	436
09/03/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Boulesnane c/ Alpha Net	479
15/03/05	<i>CJCE</i>	<i>Bidar</i>	418
16/03/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Joulié c/ Sté Filature Salvages	494
18/03/05	Conseil d'Etat (7e et 2e ssr)	CNRS c/ Zaoui	482

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
22/03/05	CA de Poitiers (Ch. Soc.)	Maily c/ ORPEA	455
22/03/05	C. Cass. (2e Ch. Civ.)	Grau c/ Caisse primaire d'assurance maladie de Lyon	539
25/03/05	CP de Grenoble (Conciliation - Départage)	Hamouche et a. c/ Alstom Power Hydro	441
30/03/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Harpin c/ Malfaisan et a.	542
30/03/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Lopes c/ Société Matrax	544
AVRIL			
04/04/05	Conseil d'Etat	Commune d'Argentan	499
05/04/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Lu c/ Gourru	380
05/04/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Lecaplain c/ Sefma	486
06/04/05	CA de Bordeaux (3e Ch. Corr.)	Ratier Figeac	238
12/04/05	CA de Paris (18e Ch. - sect P)	Soumaré et Union locale CGT de Paris 1er c/ Sté Café de l'Univers	490
12/04/05	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Société Sollac</i>	507
13/04/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Adia c/ Geslain	543
14/04/05	<i>CJCE</i>	<i>Commission c/ République fédérale d'Allemagne</i>	420
15/04/05	TGI de Lyon (5e Ch. Correc.)	CGT-UFICT de Nextiraone France c/ Lecat et a.	495
19/04/05	C. Cass. (2e Ch. Civ.)	URSSAF du Loiret c/ Monoprix distribution	462
19/04/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Pegase et AGS c/ Hochart et a.	489
19/04/05	TGI de Paris (1re Ch.)	Comité d'entreprise et syndicat Sud Rail c/ Sté Effia Services	492
20/04/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté IBM France c/ M. Chatard	443
20/04/05	TGI du Havre (1re Ch.)	CE de la Sté Sidel et a. c/ SAS Sidel	448
MAI			
11/05/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Larnaudie c/ Ruaudel	263
17/05/05	CA de Paris (1re Ch. - sect. P)	Rohm and Hass France c/ Chauvet	480
25/05/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Picquet c/ Adrexo	460
25/05/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Chavanne de Dalmassy es-qual. c/ Delrieux et a.	542
31/05/05	C. Cass. (2e Ch. Civ.)	URSSAF du Lot c/ Conseil général du Lot et a.	487
JUIN			
01/06/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	RATP c/ Syndicat CFDT et autres	549
15/06/05	<i>Conseil d'Etat</i>	<i>Sté Cogecom</i>	563
24/06/05	C. Cass. (Ass. Plén.)	X. c/ Société Norgraine	476
24/06/05	CA de Paris (14e Ch. B)	SA Peugeot Citroën Automobiles c/ Syndicat CGT des salariés du site Peugeot-Citroën d'Aulnay-sous-Bois	546
27/06/05	<i>Conseil d'Etat</i>	<i>Association "Etablissement régional Léo Lagrange de Rhône-Alpes Auvergne"</i>	564
28/06/05	C. Cass. (1re Ch. Civ.)	EDF-GDF c/ CMP et CHSCT (Bagneux)	550
29/06/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Dépannage Côte d'Azur Transports SA c/ Rosso	536
JUILLET			
04/07/05	<i>Conseil d'Etat</i>	<i>Mme Patarin</i>	565
05/07/05	CA de Riom (Ch. Soc. - référé)	Piroux c/ Praxel Riom	540
06/07/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	I dex et Cie c/ Sallaberry	555
NOVEMBRE			
02/11/05	TGI de Paris (référé)	RATP c/ Union syndicale CGT RATP	525
04/11/05	TGI de Marseille (référé)	Régie des transports marseillais c/ Syndicat CGT et a.	522

Table des sommaires d'arrêts de la Cour de Cassation

Publiés en pages 3 et 4 de la couverture de chaque mois.

Résumés par **Marie-France Bied-Charreton** et **Arnaud de Senga**

28 janvier 2005 Ass. Plén. **ACCIDENT DU TRAVAIL, SALARIÉ VICTIME D'UN ACCIDENT DE TRAVAIL OU D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE, LICENCIEMENT, SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL, LETTRE EXPÉDIÉE AVANT L'ACCIDENT ET REÇUE APRÈS, EFFET.**

- Rejet, X c/ Société Synthron, pourvoi n° 01-45.924 [P+B+R+I] - DO février 2005-2

19 janvier 2005 Soc. **ACCIDENT DU TRAVAIL, SALARIÉ VICTIME D'UN ACCIDENT DE TRAVAIL OU D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE, LICENCIEMENT, DÉLAI D'UN MOIS SUIVANT L'ENTRETIEN PRÉALABLE, APPLICATION, EFFET.**

- X c/ Association Vacances PTT Cap d'Agde, pourvoi n° 02-40.085 [P+B] - DO février 2005-3

17 mai 2005 Soc. **ACCORD COLLECTIF DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE, DÉNONCIATION, REMPLACEMENT PAR UN AUTRE ACCORD PRÉVOYANT DE NOUVELLES MODALITÉS DE RÉVISION DES PENSIONS DE VIEILLESSE, EFFET, AVANTAGE COLLECTIF, NON MAINTIEN.**

- Rejet, X et a. c/ Société Naphtachimie, pourvois n° 02-46.581 et autres [P+B+R+I] - DO mai 2005-5

13 septembre 2005 Soc. **COMITÉ D'ENTREPRISE, ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES, CONTRIBUTION DE L'EMPLOYEUR, CARENCE DU COMITÉ D'ENTREPRISE, ABSENCE DE SUSPENSION DE LA CONTRIBUTION.**

- Rejet, Comité d'établissement de l'Association Comité départemental de l'APAJH c/ l'Association, pourvoi n° 04-10.961 [P+B] - DO novembre 2005-12

1er mars 2005 Soc. **COMITÉ D'ENTREPRISE, DROIT D'ALERTE, EXERCICE, COMITÉ D'ÉTABLISSEMENT (NON).**

- Rejet, Comité d'établissement de Plaisir de la société Intertechnique, pourvoi n° 03-20.429 [P] - DO mars 2005-9

22 février 2005 Soc. **CONFLIT COLLECTIF DE TRAVAIL, CHÔMAGE TECHNIQUE, PAIEMENT DES SALAIRES, CONDITION.**

- Girard et autre c/ Société Elf Atochem, pourvoi n° 02-45.879 [P+B] - DO mars 2005-10

30 septembre 2005 Soc. **CONFLIT COLLECTIF DU TRAVAIL, LOCK-OUT PARTIEL, SALARIÉS NON GRÉVISTES, RÉMUNÉRATION, PAIEMENT, CONDITIONS.**

- Rejet, Société Atofina c/ Alvelos, pourvoi n° 04-40.193 [P+B] - DO novembre 2005-2

4 octobre 2005 Soc. **CONFLIT COLLECTIF DU TRAVAIL, PAIEMENT DES JOURS DE GRÈVE, CONDITIONS, RÉDUCTION DE LA RÉMUNÉRATION SUBSÉQUENTE.**

- Cassation partielle, X c/ Société Mazet, pourvoi n° 04-44.775 - DO novembre 2005-3

25 mai 2005 Soc. **CONSEIL DE PRUD'HOMMES - REFÈRE - CONTRAT DE TRAVAIL - CLAUSE DE NON CONCURRENCE - DÉFAUT DE CONTREPARTIE FINANCIÈRE - TROUBLE MANIFESTEMENT ILLICITE - INOPPOSABILITÉ DE LA CLAUSE AU SALAIRE.**

- Société Piejac-Maingret c/ Vessière, pourvoi n° 04-45794 [P+B+R+I] - DO septembre 2005-10

4 octobre 2005 Soc. **CONSEIL DE PRUD'HOMMES, PROCÉDURE, UNICITÉ DE L'INSTANCE, AGS, REFUS DE GARANTIE.**

- Cassation, X c/ Z ès qualité, pourvoi n° 03-43.744 - DO novembre 2005-8

5 juillet 2005 Soc. **CONSEIL DE PRUD'HOMME, PROCÉDURE, APPEL INCIDENT, FORME.**

- Cassation, X et autres c/ Société Strategic, pourvoi n° 02-47.233 [P+B+R+I] - DO juillet-août 2005-6

13 septembre 2005 Soc. **CONSEIL DE PRUD'HOMMES, PROCÉDURE, PARTIE ENTENDUE OU APPELÉE, ABSENCE, SOCIÉTÉ DISSOUTE PAR L'EFFET DE LA CESSION TOTALE DE SES ACTIFS, DÉSIGNATION D'UN MANDATAIRE DE JUSTICE, NÉCESSITÉ.**

- Antonio et autres c/ Société Groupe Valfond et autres, pourvoi n° 04-42.876 [P] - DO octobre 2005-1

1er mars 2005 Soc. **CONSEIL DE PRUD'HOMMES, PROCÉDURE, UNICITÉ D'INSTANCE, DÉSISTEMENT, EFFET.**

- Cassation, M. X c/ Société Air Jet, pourvoi n° 02-43.275 [P] - DO mars 2005-12

4 octobre 2005 Soc. **CONSEIL DE PRUD'HOMMES, PROCÉDURE, UNICITÉ DE L'INSTANCE, CONCILIATION, EFFET, dessaisissement DU JUGE.**

- Rejet, Société Solnet c/ X, pourvoi n° 03-45.807 - DO novembre 2005-5

4 octobre 2005 Soc. **CONSEIL DE PRUD'HOMMES, PROCÉDURE, DEMANDE INDÉTERMINÉE, NOTES D'AUDIENCE.**

- Cassation, Société Loisirs Voyage c/ X, pourvoi n° 03-44.525 - DO novembre 2005-6

27 septembre 2005 Soc. **CONSEIL DE PRUD'HOMMES, PROCÉDURE, DEMANDE DE REPORT D'AUDIENCE, DEMANDE D'AIDE JURIDICTIONNELLE, OFFICE DE LA COUR D'APPEL, TRANSMISSION DE CETTE DEMANDE AU BUREAU D'AIDE JURIDICTIONNELLE.**

- X c/ Société Editions du Piero, pourvoi n° 04-40.617 [P+B+I] - DO novembre 2005-7

8 juin 2005 Soc. **CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE, INAPTITUDE PHYSIQUE DU SALARIÉ, DÉLAI D'UN MOIS APRÈS L'EXAMEN MÉDICAL DE REPRISE DU TRAVAIL,**

ABSENCE DE RECLASSEMENT, ABSENCE DE PAIEMENT DU SALARIÉ.

- Société protectrice des animaux de Charnay lès Mâcon c/ Legrand, pourvoi n° 03-44.913 [P+B] - DO octobre 2005-6

28 septembre 2005 Soc. CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE, MENTION DU CAS DE RECOURS, ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ.

- Rejet, X c/ Association Mission locale de Marseille, pourvoi n° 04-44.823 [P+B] - DO novembre 2005-9

9 mars 2005 Soc. CONTRAT DE TRAVAIL À DURÉE DÉTERMINÉE, REMPLACEMENT D'UN SALARIÉ ABSENT, CONGÉ PARENTAL PROLONGEANT LE CONGÉ MATERNITÉ, TERME DU CONTRAT.

- Cassation, Société GSF Pluton c/ Mme X, pourvoi n° 02-44.927 [P+B+R+I] - DO mars 2005-13

26 janvier 2005 Soc. CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE SUCCESSIFS, REMPLACEMENT D'UN SALARIÉ ABSENT, BESOIN STRUCTUREL DE MAIN D'ŒUVRE, EMPLOI PERMANENT.

- X c/ Société Autoroutes du Sud, pourvoi n° 02-45.342 [P+B+R+I] - DO février 2005-9

17 juin 2005 Soc. CONTRAT A DUREE DETERMINEE - REQUALIFICATION - TRANSMISSION TARDIVE - ABSENCE D'ECRIT.

- Fleutot c/ SAEM remontées mécaniques de Combloux, pourvoi n° 03-42596 [P+B] - DO septembre 2005-1

25 mai 2005 Soc. CONTRAT A DUREE DETERMINEE - USAGE - SECTEUR D'ACTIVITE - HOTELLERIE - CONTRATS SUCCESSIFS.

- Ritz Limited c/ Smilov, pourvoi n° 04-40169 [P+B] - DO septembre 2005-2

23 février 2005 Soc. CONTRAT DE TRAVAIL, EXÉCUTION, BONNE FOI DE L'EMPLOYEUR PRÉSUMÉE, CONSÉQUENCES, MODIFICATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL.

- Rejet, X c/ Société CVA transports, pourvoi n° 03-42.018 [P+B+R+I]; dans le même sens, en cas de mise en œuvre d'une clause de mobilité: Soc. 23 février 2005, X c/ Société Leviel, pourvoi n° 04-45.463 [P+B+R+I] - DO février 2005-7

16 février 2005 Soc. CONTRAT DE TRAVAIL, EXÉCUTION, SALARIÉ VICTIME D'UNE MALADIE OU D'UN ACCIDENT NON PROFESSIONNEL, ABSENCE DE RECLASSEMENT DANS LE DÉLAI D'UN MOIS, SALAIRE DÛ, CONDITIONS, MONTANT.

- X c/ Société Technip France, pourvoi n° 04-40.265 [P+B+R+I] - DO février 2005-8

12 juillet 2005 Soc. CONTRAT DE TRAVAIL, LIEN DE SUBORDINATION, EMPLOYEURS CONJOINTS.

- Nadine c/ Société Groupe Envergure et autres, pourvoi n° 03-45.394 [P+B+R+I] - DO octobre 2005-3

13 avril 2005 Soc. CONTRAT DE TRAVAIL, MODIFICATION, CHANGEMENT DE LIEU DE TRAVAIL, REFUS DU SALARIÉ.

- Cassation, X c/ Société SDP, pourvoi n° 02-47.621 [P] - DO mai 2005-12

12 juillet 2005 Soc. CONTRAT DE TRAVAIL, MODIFICATION, RÉMUNÉRATION, RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL,**ABSENCE DE RÉDUCTION DU SALAIRE ANTÉRIEUR, CONDITIONS.**

- Rejet, X et autres c/ Société Acropole et autres, pourvois n° 04-47.265 et autres [P+B+R+I] - DO juillet-août 2005-1

1er juin 2005 Soc. CONTRAT DE TRAVAIL, MODIFICATION, RÉMUNÉRATION, PAUSE, USAGE, RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL.

- Agrech et autres c/ Société Blanc Aéro Industries, pourvoi n° 04-44.995 et autres [P+B] - DO juillet-août 2005-2

13 avril 2005 Soc. CONTRAT DE TRAVAIL, OBLIGATION CONTRACTUELLE DE RÉSIDENCE, LICÉITÉ, CONDITION.

- Rejet, X et autres c/ Société d'HLM d'Eure-et-Loir, pourvoi n° 03-42.965 [P] - DO mai 2005-13

29 juin 2005 Soc. CONTRAT DE TRAVAIL, PÉRIODE D'ESSAI, DÉCOMPTE.

- Rejet, Y c/ Société Drieux, pourvoi n° 02-45.701 [P+B+R+I] - DO juillet-août 2005-12

29 juin 2005 Soc. CONTRAT DE TRAVAIL, PRISE D'ACTE DE LA RUPTURE PAR LE SALARIÉ, LETTRE DE PRISE D'ACTE, PORTÉE, TERMES DU LITIGE (NON).

- Rejet, X c/ Société Dépannage Côte d'Azur Transport, pourvoi n° 03-42.804 [P+B+R+I] - DO juillet-août 2005-10

30 mars 2005 Soc. CONTRAT DE TRAVAIL, RUPTURE, CONTRATS DE TRAVAIL SUCCESSIFS, PÉRIODE D'ESSAI, PÉRIODE PROBATOIRE, RUPTURE REQUALIFIÉE EN LICENCIEMENT, RENONCIATION AU DROIT DE SE PRÉVALOIR DES RÈGLES LÉGALES DE LICENCIEMENT.

- Société Exa Informatique c/ X, pourvoi n° 03-41.797 [P+B+R+I]; voir dans le même sens les deux autres arrêts du même jour sur les pourvois n° 02-46.338 et 02-46.103 [P+B+R+I] - DO mai 2005-11

13 avril 2005 Soc. CONTRAT DE TRAVAIL TEMPORAIRE, REQUALIFICATION EN CONTRAT À DURÉE INDÉTERMINÉE, INDEMNITÉ DE PRÉCARITÉ, MAINTIEN.

- Cassation partielle, Société Adia c/ X, pourvoi n° 03-41.967 - DO mai 2005-7

30 mars 2005 Soc. CONTRAT DE TRAVAIL TEMPORAIRE, SUCCESSION DE CONTRATS, REQUALIFICATION EN CONTRAT À DURÉE INDÉTERMINÉE, INDEMNITÉ DE PRÉAVIS S'AJOUTANT À L'INDEMNITÉ DE PRÉCARITÉ, INDEMNITÉ DE REQUALIFICATION UNIQUE.

- X c/ Société Matrax, pourvoi n° 02-45.410 [P+B+R+I] - DO mai 2005-8

13 avril 2005 Soc. CONTRAT DE TRAVAIL TEMPORAIRE, SUCCESSION DE CONTRATS, EFFET SUR LA REQUALIFICATION, INDEMNITÉ DE REQUALIFICATION, INDEMNITÉ DE RUPTURE.

- Cassation partielle, AGS et a. c/ X, pourvoi n° 03-44.996 [P] - DO mai 2005-9

13 avril 2005 Soc. CONTRAT DE TRAVAIL TEMPORAIRE, ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ, CONDITIONS, REQUALIFICATION.

- Y c/ Société Peugeot Citroën Automobiles, pourvoi n° 02-45.409 - DO mai 2005-10

12 janvier 2005 Soc. CONVENTION COLLECTIVE, SALAIRE, ENTRÉE EN VIGUEUR, PRIMES, EFFET.

- Société Texa Services c/ Peuvrel et autres, pourvoi n° 03-44.546 - DO janvier 2005-1

7 juin 2005 Soc. **CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – DENONCIATION – ACCORD DE SUBSTITUTION – CHAMP D'APPLICATION RESTREINT – AVANTAGES INDIVIDUELS ACQUIS.**

- Union départementale des mutuelles du Puy-de-Dôme c/ Gagnadre, pourvoi n° 04-43652 [P+B] - DO septembre 2005-5

8 juin 2005 Soc. **CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS, ENGAGEMENT UNILATÉRAL DE L'EMPLOYEUR, AGRÉMENT OBLIGATOIRE DE L'AUTORITÉ DE TUTELLE, ABSENCE, EFFET.**

- Rejet, X et autres c/ UDAF de Maine-et-Loire, pourvoi n° 02-46.465 [P+B+R+I] - DO juillet-août 2005-14

16 mars 2005 Soc. **CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS, EXTENSION MINISTÉRIELLE, DÉFAUT D'INCIDENCE SUR LE CHAMP D'APPLICATION PROFESSIONNEL, ORGANISATION SYNDICALE D'EMPLOYEURS NON SIGNATAIRE, EFFET.**

- Syndicat CGT Michelin et autre c/ Société Manufacture des pneumatiques Michelin, pourvoi n° 03-16.616 [P+B+R+I] - DO mars 2005-3

13 avril 2005 Soc. **DÉMISSION DU SALARIÉ, MANIFESTATION NON ÉQUIVOQUE DE VOLONTÉ, NÉCESSITÉ, RECHERCHE D'EMPLOI (NON).**

- Cassation, Block c/ Gall Heng, liquidation judiciaire de Kapps et autres, pourvoi n° 03-42.467 [P+B] - DO juillet-août 2005-11

8 décembre 2004 Soc. **DÉMISSION DU SALARIÉ, PRÉAVIS, RENONCIATION DU SALARIÉ À SON EXÉCUTION, CONDITIONS. L'exécution du préavis est pour le salarié à la fois une obligation et un droit.**

- Tom c/ Société Kenty, pourvoi n° 03-40.669 - DO janvier 2005-4

15 mars 2005 Soc. **DISCRIMINATION SYNDICALE, ACCORD COLLECTIF, ENTRETIEN D'ÉVOLUTION DE CARRIÈRE DES SALARIÉS PROTÉGÉS, NON-RESPECT, RÉPARATION.**

- Rejet, Société Renault c/ Patrick X, pourvoi n° 02-43.560 [P+B+R+I] - DO mars 2005-1

4 octobre 2005 Soc. **DISCRIMINATION SYNDICALE, DÉROULEMENT DE CARRIÈRE, GESTION INDIVIDUALISÉE, CRITÈRES OBJECTIFS ET VÉRIFIABLES, CONTRÔLE DU JUGE.**

- Cassation, X c/ Manufacture française des pneumatiques Michelin, pourvoi n° 03-45.689 - DO novembre 2005-4

26 janvier 2005 Soc. **DURÉE DU TRAVAIL, TEMPS D'HABILLEMENT ET DE DÉSHABILLEMENT, RÉMUNÉRATION, CONDITIONS.**

- Société Connex Nancy c/ Syndicat CGT des trams, pourvoi n° 03-15.033 [P+B] - DO février 2005-1

8 décembre 2004 Soc. **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, COMITÉ D'ENTREPRISE, NOMBRE DE MEMBRES, CONVENTION OU ACCORD COLLECTIF, UNANIMITÉ NON NÉCESSAIRE.**

- Rejet, Fédération nationale des travailleurs de la construction CGT et autres c/ Inéo Com. Ile de France et Nord et autres, pourvoi n° 03-60.508 [P+B] - DO janvier 2005-9

8 décembre 2004 Soc. **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, COMITÉ D'ENTREPRISE, RECOURS HIÉRARCHIQUE DEVANT LE MINISTRE DU TRAVAIL, SURSIS À STATUER**

DU TRIBUNAL D'INSTANCE (NON), DÉCOUPAGE EN ÉTABLISSEMENTS DISTINCTS, RÉPARTITION DES SALARIÉS AU SEIN DES COLLÈGES ÉLECTORAUX.

- Rejet, Fédération nationale des travailleurs de la construction CGT et autres c/ Inéo Com. Ile de France et Nord et autres, pourvoi n° 03-60.508 [P+B] - DO janvier 2005-10

29 juin 2005 Soc. **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, CONTRÔLE DANS LES BUREAUX DE VOTE, FRAIS DE DÉPLACEMENT DES DÉLÉGUÉS DE LISTE À LA CHARGE DE L'EMPLOYEUR, CONDITION.**

- Rejet, C & A France c/ Fédération des employés et cadres FEC-FO, pourvoi n° 04-60.488 [P+B] - DO octobre 2005-4

12 janvier 2005 Soc. **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, DÉLÉGUÉ SYNDICAL, UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES, NOTION.**

- Société Clemessy et autres c/ Union départementale CFTC du Haut Rhin et autre, pourvoi n° 03-60.477 [P] - DO janvier 2005-12

2 mars 2005 Soc. **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, PROTOCOLE D'ACCORD PRÉÉLECTORAL, INVITATION À NÉGOCIER, DESTINATAIRE.**

- Cassation, X c/ Société Sodico Expansion, pourvoi n° 04-60.019 [P] - DO mars 2005-8

12 avril 2005 Soc. **ENTREPRISE EN REDRESSEMENT OU EN LIQUIDATION JUDICIAIRE, PROCÉDURE PRUD'HOMALE, MISE EN CAUSE DE L'AGS PAR LE REPRÉSENTANT DES CRÉANCIERS, COURS DE L'INSTANCE PRUD'HOMALE.**

- Brahim El Fekri c/ Pernaud et autres, pourvoi n° 03-40.573 [P+B] - DO mai 2005-1

30 novembre 2004 Soc. **HARCÈLEMENT, CONTRAT DE TRAVAIL, ACCORD AMIABLE DE RUPTURE, VICE DU CONSENTEMENT, NULLITÉ.**

- Rejet, EURL Intimité négoce international c/ X, pourvoi n° 03-41.757 [P+B] - DO mars 2005-5

21 juin 2005 Crim. **HARCÈLEMENT MORAL, DÉLIT, ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS.**

- Jean-Noël X, pourvoi n° 04-86.936 [P+F] - DO octobre 2005-5

16 mars 2005 Soc. **HARCÈLEMENT MORAL, MALADIE PROFESSIONNELLE, PRÉJUDICE, RÉPARATION, COMPÉTENCE PRUD'HOMALE.**

- Buisson et autre c/ Société Carcoop France, pourvoi n° 03-40.251 [P+B+R+I] - DO mars 2005-4

29 juin 2005 Soc. **HYGIÈNE ET SÉCURITÉ – PROTECTION CONTRE LE TABAGISME – INTERDICTION DE FUMER DANS LES LOCAUX À USAGE COLLECTIF – INACTION DE L'EMPLOYEUR – MANQUEMENT À L'OBLIGATION DE SÉCURITÉ DE RESULTAT – PRISE D'ACTE DE LA RUPTURE À L'INITIATIVE DU SALARIÉ PRODUISANT LES EFFETS D'UN LICENCIEMENT SANS CAUSE REELLE ET SÉRIEUSE.**

- ACME protection SARL c/ X, pourvoi n° 03-44.412 [P-B-R-I] - DO septembre 2005-11

1er juin 2005 Soc. **INTÉRESSEMENT, GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE, ÉTABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF.**

- Rejet, URSSAF de Lille c/ Société Creatis, pourvoi n° 03-30.295 [P+B] - DO octobre 2005-7

24 mai 2005 *Crim.* 1° JURIDICTIONS CORRECTIONNELLES – CITATION – MENTIONS OBLIGATOIRES – 2° TRAVAIL ILLÉGAL – TRAVAIL DISSIMULÉ – DONNEUR D'ORDRE – OBLIGATION DE VÉRIFICATION – ÉLÉMENT INTENTIONNEL.

- *Société cabinet Y père et fils A, pourvoi n° 04-86813 [P+F] - DO septembre 2005-4*

5 janvier 2005 *Soc.* LICENCIEMENT, ABSENCE DU SALARIÉ, ABSENCE DE CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE, EMPLOYEUR AYANT RENDU IMPOSSIBLE LA POURSUITE DU CONTRAT DE TRAVAIL.

- *X c/ Société Sous-traitante hôtelière, pourvoi n° 02-44.200 - DO janvier 2005-2*

7 juin 2005 *Soc.* LICENCIEMENT – CONTRAT DE TRAVAIL – MODIFICATION – NOTION – INSERTION D'UNE CLAUSE D'EXCLUSIVITÉ – REFUS DU SALARIÉ – ABSENCE DE FAUTE.

- *Sonnerat c/ Société Scolarest, pourvoi n° 03-42080 [P+B] - DO septembre 2005-3*

5 janvier 2005 *Soc.* LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE, RUPTURE D'UN COMMUN ACCORD, EXISTENCE, CONDITION.

- *Rejet, Agence de développement de l'Alsace c/ X, pourvoi n° 02-42.895 - DO janvier 2005-5*

25 janvier 2005 *Soc.* LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE, PROPOSITION DE MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL, NOTIFICATION, LETTRE RECOMMANDÉE.

- *Cassation, Pugnot c/ Société européenne de conseils d'entreprise, pourvoi n° 02-41.819 [P+B] - DO février 2005-6*

5 avril 2005 *Soc.* LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE, PROCÉDURE, ACCORD COLLECTIF DESTINÉ À AMÉLIORER LE PLAN SOCIAL, INTER-PRÉTATION, TRANSACTIONS SUBSÉQUENTES.

- *X et autres c/ Société CNH France venant aux droits de la Société Case France, pourvois n° 04-44.626 et a. [P+B+R+I] - DO mai 2005-6*

21 septembre 2005 *Soc.* LICENCIEMENT, ENTRETIEN PRÉALABLE, ASSISTANCE D'UN CONSEILLER, PRÉSENCE D'UNE INSTITUTION REPRÉSENTATIVE DU PERSONNEL, UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE.

- *Rejet, Société Cibox c/ X, pourvoi n° 03-44.810 [P+B] - DO novembre 2005-11*

19 janvier 2005 *Soc.* LICENCIEMENT, ENTRETIEN PRÉALABLE, EMPLOYEUR, QUALITÉ D'UNE PERSONNE POUR LE REPRÉSENTER, DIRECTEUR DU PERSONNEL D'UNE FILIALE.

- *Cassation, X c/ Société Delachaux, pourvoi n° 02-45.675 [P+B] - DO février 2005-4*

28 janvier 2005 *Soc.* LICENCIEMENT, ENTRETIEN PRÉALABLE, DÉPLACEMENT, REMBOURSEMENT DES FRAIS.

- *Cassation, X c/ Société Phytex, pourvoi n° 02-45.971 [P+B] - DO février 2005-5*

12 janvier 2005 *Soc.* LICENCIEMENT, FAUTE GRAVE, CONDITION, PROPOSITION DE MUTATION DANS LE GROUPE AU COURS DE L'ENTRETIEN PRÉALABLE.

- *SNE Casino de Pau Loisir c/ X, pourvoi n° 02-42.721 - DO janvier 2005-3*

6 juillet 2005 *Soc.* LICENCIEMENT, FAUTE GRAVE, MODE DE PREUVE ILLICITE, FOUILLE D'ARMOIRE.

- *Cassation, Ratajczak c/ Theetten, représentant des créanciers et commissaire à l'exécution du plan de la Société Bianchi, pourvoi n° 04-42.553 - DO juillet-août 2005-9*

17 mai 2005 *Soc.* LICENCIEMENT, FAUTE, PREUVE, LIBERTÉ DU SALARIÉ, OUVERTURE DE FICHIERS PERSONNELS SUR UN ORDINATEUR, CONDITIONS.

- *X c/ Société Cathnet-Science, pourvoi n° 03-40.017 [P+B+R+I] - DO mai 2005-2*

20 avril 2005 *Soc.* LICENCIEMENT, INDEMNITÉ COMPENSATRICE DE PRÉAVIS, CALCUL, ASSIETTE, HEURES SUPPLÉMENTAIRES.

- *Cassation, Plekan c/ Bécheret ès qualité et autres, pourvoi n° 04-45.683 [P+B] - DO octobre 2005-8*

21 septembre 2005 *Soc.* LICENCIEMENT, NULLITÉ, HANDICAP DU CANDIDAT À L'EMPLOI, DISSIMULATION DOLOSIVE DE SON ÉTAT À L'EMPLOYEUR (NON), VISITE MÉDICALE D'EMBAUCHE.

- *Association Languedoc aides et services c/ Guibal, pourvoi n° 03-44.855 [P+B+I] - DO novembre 2005-13*

21 septembre 2005 *Soc.* LICENCIEMENT, MALADIE ET ACCIDENT NON PROFESSIONNELS, LETTRE DE LICENCIEMENT, NÉCESSITÉ DE REMPLACEMENT DÉFINITIF, ABSENCE DE CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE.

- *Cassation, X c/ Société Guis Immobilier, pourvoi n° 04-45.552 [P+B] - DO novembre 2005-10*

28 juin 2005 *Soc.* LICENCIEMENT, PROCÉDURE, DÉLAI DE CINQ JOURS, RENONCIATION PAR LE SALARIÉ, IMPOSSIBILITÉ.

- *Cassation, X c/ Y, pourvoi n° 02-47.128 [P+B+R+I] - DO juillet-août 2005-13*

10 mai 2005 *Crim.* PRESSE – DELIT DE PRESSE – INJURE ET DIFFAMATION – SITE INTERNET.

- *X, pourvoi n° 04-84705 [P+F] - DO septembre 2005-9*

11 janvier 2005 *Soc.* PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, AUTORISATION DE TRANSFERT DE L'INSPECTEUR DU TRAVAIL, CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DE LA PROPRIÉTÉ, DROIT D'OPTION DU SALARIÉ POUR SON MAINTIEN DANS L'ENTREPRISE SORTANTE, CONDITIONS.

- *Rejet, Société Renosol Ile de France c/ Gakou, pourvoi n° 03-46.840 [P+B] ; dans le même sens : Soc. 11 janvier 2005, X c/ Société Azur Net, pourvoi n° 02-42.961 [P] - DO janvier 2005-6*

5 janvier 2005 *Soc.* PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, HEURES DE DÉLÉGATION, PRIME DE PANIER, PAIEMENT.

- *Rejet, Société Colas Rhône Alpes c/ X et autres, pourvoi n° 02-43.620 - DO janvier 2005-8*

7 juin 2005 *Soc.* PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – CONSEILLER PRUD'HOMME – MISE A LA RETRAITE EN L'ABSENCE D'AUTORISATION ADMINISTRATIVE – INDEMNISATION – REMUNERATION ET AVANTAGES – NOTION.

- *Enguehard c/ SNCF, pourvoi n° 03-44969 [P+B] - DO septembre 2005-6*

7 juin 2005 Soc. **PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – CONSEILLER PRUD'HOMME – MISE A LA RETRAITE EN L'ABSENCE D'AUTORISATION ADMINISTRATIVE – INDEMNISATION – REMUNERATION ET AVANTAGES – CALCUL.**

- Enguehard c/ SNCF, pourvoi n° 03-44969 [P+B] - DO septembre 2005-7

1er mars 2005 Soc. **PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, REPRÉSENTANT DES SALARIÉS À LA LIQUIDATION JUDICIAIRE, LICENCIEMENT, ÉTENDUE DE LA PROTECTION, CANDIDAT À L'ÉLECTION (NON).**

- Cassation, Société Digital Sound c/ Mme X et autre, pourvoi n° 02-44.293 [P] - DO mars 2005-6

1er mars 2005 Soc. **PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, REPRÉSENTANT DU PERSONNEL, DEMANDES SUCCESSIVES D'AUTORISATION DE LICENCIEMENT, EFFET DE L'AUTORISATION DE LICENCIEMENT NON CONTESTÉE, DÉCISION DE REJET DE LA SECONDE DEMANDE INOPÉRANTE.**

- Rejet, X c/ Société Federal Mogul, pourvoi n° 03-43.477 [P] - DO mars 2005-7

19 octobre 2005 Soc. **RÉGIME DE PRÉVOYANCE OBLIGATOIRE, DÉCISION UNILATÉRALE DE L'EMPLOYEUR, ADHÉSION, SALARIÉS ENGAGÉS POSTÉRIEUREMENT, REFUS, IMPOSSIBILITÉ.**

- Cassation, Association Apave Nord-Ouest c/ X, pourvoi n° 03-47.219 [P+B+R+I] - DO novembre 2005-1

20 avril 2005 Soc. **RESPONSABILITÉ PÉCUNIAIRE DU SALARIÉ, FAUTE LOURDE, NÉCESSITÉ, COMPENSATION.**

- X c/ Société Honeywell Garrett, pourvoi n° 03-40.069 [P+B+R+I] - DO mai 2005-3

5 juillet 2005 Soc. **SALAIRE, CONTRAT DE TRAVAIL, PRINCIPE "A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL", OFFICE DU JUGE, EXAMEN D'UNE DISCRIMINATION AU SENS DE L'ARTICLE L. 122-45 DU CODE DU TRAVAIL (NON).**

- Rejet, Franceschi c/ Caisse Maladie régionale de Provence et autres, pourvoi n° 03-44.281 [P+B] - DO juillet-août 2005-5

1er juin 2005 Soc. **SALAIRE, RÉMUNÉRATION, PRINCIPE "A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL", UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, DÉTERMINATION DES DROITS A RÉMUNÉRATION.**

- Cassation, Société Plastic Services c/ X et autres, pourvoi n° 04-42.143 et autres [P+B+R+I] - DO juillet-août 2005-3

21 juin 2005 Soc. **SALAIRE, RÉMUNÉRATION, PRINCIPE "A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL", JUSTIFICATION PAR L'EMPLOYEUR DE LA DIFFÉRENCE DE RÉMUNÉRATION.**

- X c/ Association gestionnaire de la Crèche Coste-Belle, pourvoi n° 02-42.658 [P+B+R+I] - DO juillet-août 2005-4

25 mai 2005 Soc. **SALAIRE – SMIC – DISTRIBUTION DE DOCUMENTS PUBLICITAIRES – HORAIRES DE TRAVAIL NON CONTROLABLES.**

- Picquet c/ Adrexo, pourvoi n° 03-44301 [P+B] - DO septembre 2005-8

15 mars 2005 Soc. **SALAIRE, PRESCRIPTION QUINQUENNALE, ÉLÉMENT DE SALAIRE, INDEMNITÉS DE DÉPART ET D'INSTALLATION.**

- Cassation, Caisse générale de Sécurité sociale de la Réunion c/ Christian X, pourvoi n° 01-44.379 [P+B+R+I] - DO mars 2005-2

25 janvier 2005 Soc. **SYNDICAT PROFESSIONNEL, DIFFUSION DE TRACTS, MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE, LICÉITÉ, CONDITIONS.**

- Rejet, Fédération des services CFDT c/ Société Clear Channel France, pourvoi n° 02-30.946 [P+B] - DO février 2005-10

12 octobre 2004 Soc. **TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF, NOTION, PAUSE, TÂCHES DE SURVEILLANCE.**

- Rejet, Société Atofina c/ 264 salariés, pourvoi n° 03-44.084 [P+B] - DO mars 2005-11

14 septembre 2005 Soc. **TEMPS DE TRAVAIL, PAIEMENT DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES ENTRE 35 ET 39 HEURES, ACCORD D'ÉTABLISSEMENT EXCLUANT L'APPLICATION DES HORAIRES D'ÉQUIVALENCE PRÉVUS PAR LA CONVENTION COLLECTIVE DE BRANCHE.**

- Sissoko c/ Société des Hôtels Concorde, pourvoi n° 03-42.465 ; dans le même sens : Jaïbi c/ Société des Hôtels Concorde, pourvoi n° 03-42.466 - DO octobre 2005-2

11 janvier 2005 Soc. **TRANSFERT D'ENTREPRISE, ACCORD COLLECTIF D'ADAPTATION, ABSENCE, AVANTAGES INDIVIDUELS ACQUIS, MAINTIEN, ABSENCE DE DISCRIMINATION ET DE TROUBLE MANIFESTEMENT ILLICITE.**

- Société IBM c/ X et syndicat CFDT de la métallurgie de l'Hérault, pourvoi n° 02-45.608 [P] - DO janvier 2005-7

20 avril 2005 Soc. **TRAVAIL À TEMPS PARTIEL, COMMUNICATION PAR L'EMPLOYEUR DE LA LISTE DES EMPLOIS DISPONIBLES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 212-4-9 ALINÉA 1 DU CODE DU TRAVAIL, MODALITÉS, UTILISATION DU RÉSEAU INTRANET.**

- Rejet, Compagnie IBM France c/ x et autres, pourvoi n° 03-41.802 [P+B+R+I] - DO mai 2005-4

5 janvier 2005 Soc. **TRAVAIL À TEMPS PARTIEL, USAGE, INFORMATION SUR LA DÉNONCIATION AUX INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES DU PERSONNEL, FORME.**

- Rejet, Société Cegelec c/ X, pourvoi n° 02-42.819 [P] - DO janvier 2005-11

1er juin 2005 Soc. **TRIBUNAUX, 1° PRINCIPE DE LA SÉPARATION DES POUVOIRS, COMPÉTENCE DE LA JURIDICTION JUDICIAIRE, ORGANISATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'EMPLOI, ORGANISATION DU SERVICE PUBLIC (NON). 2° DROIT INDIVIDUEL ACQUIS AU SENS DE L'ARTICLE L. 132-8 DU CODE DU TRAVAIL, DISPOSITION SE RAPPORTANT AUX CONDITIONS DE TRAVAIL, NATURE COLLECTIVE. 3° HORAIRES DE TRAVAIL N'AYANT PAS UNE NATURE CONTRACTUELLE, NOTIONS, HORAIRE EXPÉRIMENTAL.**

- Rejet, RATP c/ Syndicat UGICT-CGT RATP et autres, pourvoi n° 04-16.994 [P+B] - DO juillet-août 2005-7

28 juin 2005 Civ. 1re. **TRIBUNAUX, PRINCIPE DE LA SÉPARATION DES POUVOIRS, COMPÉTENCE DE LA JURIDICTION JUDICIAIRE, FONCTIONNEMENT DU SERVICE.**

- EDF-GDF c/ Comité mixte à la production du centre EDF-GDF, Services Bagneux et autres, pourvoi n° 03-18.500 - DO juillet-août 2005-8